

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F80.

Luxembourg : 15 FL / Hollande : 1 florin / Portugal : 15 Esc / Italie : 350 L / Belgique : 18 FB / Grèce : 22 DR / Suisse : 1 FS / Suède : 2,25 KR / Algérie : 1,60 dinar / Maroc : 2,10 dirams

Le baron Empain

a été enlevé hier après midi à Paris par des inconnus

Un PDG en chômage technique

● Une aubaine pour les partisans du renforcement de « l'ordre »

Le baron Jean Empain, 40 ans, est P-DG du groupe franco-belge Schneider SA — 22 milliards de chiffres d'affaires —, P-DG d'Electrorail, vice-président de la société agricole et industrielle de Pointe-à-Pitre, administrateur de la société Jeumont-

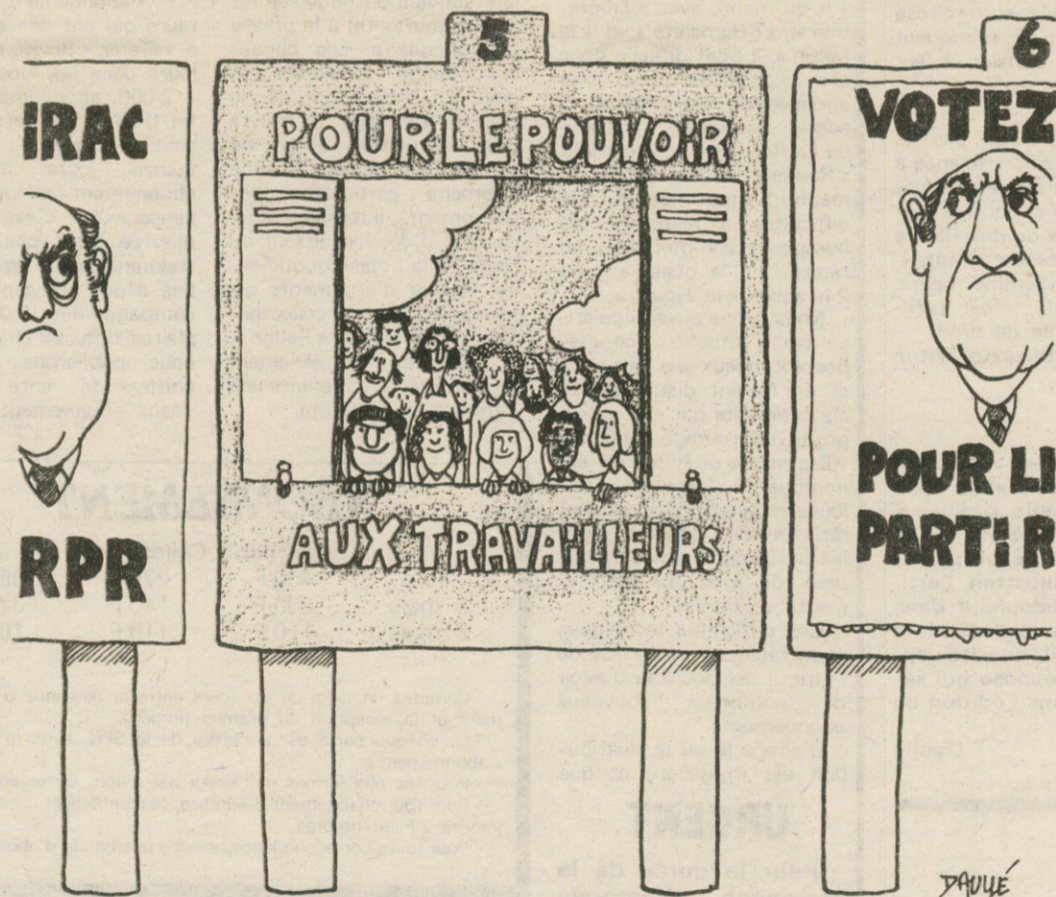
Schneider, de Marine-Schneider, de SPIE-Batignolles, de la banque de l'Union européenne, des Acieries réunies de Burbach-Eich-Dulange (Arbed), de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, de la Société intercommunale belge d'électricité

(Intercom), de la Compagnie générale d'entreprises électriques et industrielles (Electrobél) et de l'Union intercommunale des centrales électriques du Brabant. Le tout a été enlevé, hier, vers 11 heures du matin à Paris, à la sortie de son domicile privé

de l'avenue Foch par trois hommes armés, disposant d'un cyclomoteur et d'une estafette. Hier soir, les ravisés ne s'étaient pas encore manifestés.

Lire notre article page 4

POURQUOI DES CANDIDATS REVOLUTIONNAIRES ?



Dans plus de 250 circonscriptions, la LCR, l'OCT, et les CCA présenteront un(e) candidat(e) dans le cadre de l'accord unitaire « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

C'est la première fois que les révolutionnaires sont présents de façon aussi massive sur le terrain des élections. Pourquoi un tel effort de mobilisation de la part des militants qui ont toujours expliqué que ce n'est pas avec des bulletins de vote qu'on peut changer la vie ?

Parce qu'il est important qu'apparaissent, même sur ce terrain, comme aux municipales, une force qui a commencé à se développer après mai 1968 dans les entreprises et les facultés.

Parce qu'aujourd'hui l'écrasante majorité des travailleurs ne supporte plus de voir le faciès arrogant d'un Barre ou d'un Giscard sur leur écran de télé, ni celui de leur chef ou de leur patron dans leur entreprise.

Mais aussi parce qu'ils sont des centaines de milliers à refuser la division des rangs ouvriers entretenue par le PC et le PS, et à tirer un bilan de faillite de la tactique des syndicats contre le plan Barre.

Sans être d'accord nécessairement avec les révolutionnaires sur tout leur programme, ils sont aujourd'hui nombreux ceux qui veulent que le PC et le PS aillent au gouvernement, mais refusent la bombe, l'alliance avec les bourgeois (radicaux, gaullistes ou autres), l'indemnisation des actionnaires, etc.

Ceux là n'ont qu'un moyen de se faire entendre dans le cadre de ces élections : c'est de voter pour la LCR, et les autres

organisations qui se présentent sur les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ». Plus leurs voix seront nombreuses, plus ils pourront faire savoir au PC et au PS que les travailleurs ne sont pas prêts à accepter que leurs revendications passent sous la table au nom d'une nécessaire « austérité de gauche », ni que Giscard reste président au nom du « respect de la Constitution ».

Pour que cette défiance s'exprime, il était essentiel qu'il n'y ait qu'un seul candidat révolutionnaire par circonscription et que les organisations d'extrême gauche, par-delà leurs divergences se mettent d'accord sur l'essentiel : une critique radicale du Programme commun, un appel à voter PC et PS au second tour, et un programme de lutte anticapitaliste. Lutte ouvrière, qui a choisi la voie de l'isolement sectaire en expliquant qu'elle seule offrait une « opposition résolue » au réformisme, porte une lourde responsabilité.

Ceux qui voteront pour les candidats des listes unitaires « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » ne feront pas seulement une visite à leur isolement ; ils prendront un engagement militant : celui de continuer le combat dès le lendemain des élections : si la droite passe en se mobilisant contre une offensive anti-ouvrière renforcée si la gauche est majoritaire pour que cette défaite électorale de la droite puisse se transformer (à la différence du Chili et de juin 1936) en victoire de la classe ouvrière.

Lire page 3

N° 558 MARDI 24 JANVIER 1978

Le PCF, les gaullistes et le PSU

Georges Marchais vient d'annoncer que son parti pourrait se retirer, dans certaines circonscriptions, en faveur de candidats gaullistes de gauche ou PSU. Une décision interviendra sous peu, a-t-il indiqué.

Ainsi le PCF, qui clame sur tous les toits son opposition à toute gestion de la crise, à toute austérité de gauche, ce parti qui veut apparaître comme celui des pauvres et des ouvriers et mériter seul leur confiance, car lui ne pactisera pas avec l'ennemi, ce parti qui a découvert et stigmatisé les amitiés à droite de ses alliés jusque autour de dîners mondains ; ce parti va retirer ses candidats, fera taire sa propre voix, devant d'authentique bourgeois, des gaullistes de « gôche ». Et ses militants seront mobilisés pour coller les affiches de ces gens-là ! Il leur faudra avaler cette couleuvre !

Quant au PSU, on comprend mieux maintenant pourquoi il s'est laissé aller à des déclarations qui faisaient apparaître le PC pour plus révolutionnaire et autogestionnaire qu'il ne l'est. Ces bouquets de fleurs sont aujourd'hui payés en quelques circonscriptions sonnantes et rébuchantes. On comprend plus mal comment il va se débrouiller avec les listes « Front autogestionnaire », dont il fait partie. Le « Front autogestionnaire » a-t-il été consulté sur les tractations avec le PCF, ou le PSU a-t-il mené deux négociations parallèles sans lui en souffler mot ?

Michel Thomas

Réorientation à la CFTD

● Le bureau national de la CFTD procède à une critique des formes d'action passées et redoute avant tout les dangers pour la « démocratie » des tensions sociales et politiques. Le nouveau langage adopté par la direction confédérale et le rapport présenté par Jacques Moreau au prochain conseil national sont emprunts d'une volonté de compromis avec la bourgeoisie, car il faudra bien « gérer la crise ».

Lire notre article page 6

La Lozère sinistrée : il y a la neige et en plus le plan Orsec-neige

● C'est merveilleux la neige et il y a de quoi rire de voir des autorités absolument incompétentes déclencher un plan Orsec-neige qui met encore un peu plus de pagaille dans des régions complètement perturbées. De quoi rire ? Oui, à condition de n'être pas de ceux qui attendent d'être ravitaillés ou secourus dans les hameaux de Lozère coupés de tout par les congères et la tourmente. Les gendarmes ne savent pas skier, pas prévu au règlement, de toute façon, ils n'ont pas de skis, aux volontaires civils de se débrouiller, mais leur bonne volonté ne suffit pas. Alors, après une semaine où l'absurde a rivalisé avec l'incohérent et le délirant, le préfet a passé la main à l'armée : les chasseurs alpins ont débarqué de Chambéry.

Lire page 7

Demain dans « Rouge » : les révolutionnaires et la crise italienne

● Où en est la gauche révolutionnaire italienne ? Quelles sont les tâches des révolutionnaires face à la crise actuelle et à la politique des organisations majoritaires dans le mouvement ouvrier ? Demain, une double page dans « Rouge », avec un interview de M. Gorla de Avanguardia Operaia, le compte-rendu de la conférence du Manifesto. A ne pas manquer.

La LCR à la télévision vendredi

● Vendredi 27 janvier à 19 h 40 sur FR 3, dans le cadre de « Tribune libre », Alain Krivine présentera le sens de la campagne de la LCR. A vos postes, ouvrez la télé et organisez des écoutes collectives.

La LCR à RTL, ce matin

● Ce matin, à 8 h sur RTL, Yvan Levaï interviewe notre camarade Henri Weber, directeur de « Critique communiste »

Eurocommunisme et authentiques partis révolutionnaires

« Je suis reconnaissant à Rouge de favoriser, par l'article de Bensaïd consacré à la crise du stalinisme, l'important débat sur les partis communistes occidentaux. Ce n'est malheureusement pas le cas dans la presse de mon organisation (le PC) qu'un tel débat est mené. Puisque « Rouge » entend développer la discussion, je me permets de formuler quelques remarques.

« Il paraît tout d'abord aujourd'hui plus que nécessaire, tant pour la gauche traditionnelle que pour l'extrême gauche :

— de réfléchir que l'échec de la révolution soviétique ;
— d'évaluer enfin l'apport gramscien ;

— de prendre en compte toutes les modifications politiques/institutionnelles/sociologiques qu'on subies les sociétés occidentales. Après ces années passées dans l'obscurantisme stalinien pour le PC, dans les compromissions avec la droite pour le PS et la perpétuelle recherche d'un modèle révolutionnaire importable pour l'extrême gauche ; il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de tenir un discours politique nouveau, d'avancer une critique constructive de l'expérience conseilliste.

« Et c'est bien un de enjeux de l'eurocommunisme. Car, il ne suffit pas d'affirmer comme H. Weber que la « démocratie des conseils offre un cadre institutionnel éminemment propice à la bureaucratisme » si on n'en tire pas les conséquences politiques ; car la garantie de la non dégénérescence de l'auto-organisation des travailleurs (qui ne se limite pas aux seuls conseils, la société politique et civile étant aujourd'hui bien plus complexe), c'est bien justement la lutte que mènent les communistes pour garantir le pluralisme non seulement aux partis et syndicats ouvriers mais aussi aux organisations bourgeoises et aux institutions représentatives démocratisées.

« De même, il ne suffit pas d'écrire, toujours Weber (dans l'article « Octobre : un modèle

stratégique ») que la « révolution socialiste en Occident se différenciera de la révolution d'Octobre » pour ajouter dans le même article qu'en Europe occidentale aussi le passage au socialisme implique « la paralysie et la décomposition de l'Etat... la dualité de pouvoir et l'épreuve de force avec l'Etat bourgeois. »

« L'eurocommunisme s'est, parce que la situation est radicalement différente, une bonne fois pour toutes démarqué du modèle soviétique (découlant d'une stratégie de substitution pure et simple de l'Etat bourgeois pris en dans son ensemble à l'Etat prolétarien reposant sur les conseils), stratégie qui même revue et corrigée reste celle de la LCR pour réfléchir sur la nécessaire combinaison, coexistence entre les institutions, les appareils d'Etat démocratisés et les diverses formes d'auto-organisation-gestion des travailleurs.

« J'ajouterai que la prise de distance de plus en plus importante (et Bensaïd le signale dans son article) entre les eurocommunistes et les pays de l'Est peut déboucher (et on en mesure toutes les conséquences) sur un « schisme occidental » succédant aux schismes titiste et maïste. Et ce ne sont pas les derniers événements (censure de Carrillo en URSS, déclarations violemment anti-eurocommunistes, tentatives de créer des « troubles », scissions même au sein des PC occidentaux, etc) qui le contredisent. Il est certain, dans ce cas, qu'on assistera à une réelle autonomie de ces partis communistes que rien ne prédestine à devenir des partis staliniens en voie de social-démocratisation, mais, et il faudra tout faire pour, d'authentiques partis révolutionnaires.

« Salutations communistes »

P. B.

A propos de la pédophilie, un dessin scandaleux

Dans le journal de samedi un article d'Yvan Boyer lançait le débat sur la pédophilie. Débat difficile, tout le monde en convient tant soit profondément ancrés en nous des fantasmes, et tant le

problème de la sexualité des enfants est encore ignoré. C'est en ce sens que j'ai été révoltée, scandalisée quand j'ai découvert en même temps cette illustration grossière dont on avait eu le bon goût d'orne l'article. Dessin grossier et insultant qui a renvoyé à ce que l'article voulait dépasser, à savoir l'image du vieux monsieur du square avec ses bonbons.

Ne parlons pas non plus de la légende : les homos sont des pédés et les pédés sont des pédales, les pédales aiment faire du vélo, etc. et puis c'est bien connu les pédophiles sont tous des homos ! Eh bien, non, pourtant, ce peut-être des hétérosexuels. Je ne suis pas pédophile, je ne me sens que très peu concernée par cette question, et pourtant j'ai bondi et je trouve grave, très grave qu'un tel dessin soit passé sans qu'il y ait eu la moindre réaction. L'ignorance sur le « problème » ou le manque de temps n'excusent rien, un dessin raciste aurait été bloqué !

Evidemment l'argumentation suprême est de dire : « C'est peut-être de mauvais goût, mais c'est l'ambiguïté même du rire », de l'« humour au troisième degré » ajoutent même certains. Il s'agit là d'humour qui renvoie aux pires fantasmes en s'y complaisant, sans interroger le rire même...

Et chacun sait que les blagues racistes n'ont jamais fait rire les immigrés, autre chose est le fait qu'ils pratiquent une forme de dérision à leur propre égard.

Voilà, il ne s'agit pas de donner mauvaise conscience à ceux ou celles qui ont pu rire ou ne pas être choqué(es) par ce dessin mais de dévoiler ce que ce rire masque comme idées reçues, comme peurs. Dans ce cas-là, c'est tellement plus facile de rire !

Suzette Triton

Le dessin d'un vélo d'enfant avec une grande selle derrière la selle ordinaire, le tout accompagné de la légende « vélocipédophile », qui illustre l'article sur la pédophilie dans « Rouge » de samedi et la réaction qu'il suscite appellent une réponse qui sera publiée dans l'édition du mercredi 25.

Dauillé

PAS DE PANIQUE...



OBJECTIF 15000

**2000 abonnements en 78
5000 abonnements-cadeaux de 15 jours**

« Rouge » a aujourd'hui moins de 1000 abonnés. C'est peu. 200 abonnements de l'étranger, 100 abonnements de collectivités, environ 300 abonnements annuels, les autres de 3 ou 6 mois.

Comment expliquer cette faiblesse ? Les retards de distribution des abonnements y sont certainement pour quelque chose. Dans les premiers mois de parution du journal nous avons eu en effet des difficultés à respecter les horaires pour que les abonnements arrivent dans toute la France le matin de la parution. Nous devions livrer le journal à l'entreprise de routage à Paris vers 23 h 30. Il était ensuite acheminé au centre de tri PTT de Clignancourt à 1 h du matin, avec « Libération », « l'Humanité » et « le Matin ». Il était difficile dans ces conditions que les abonnés de Marseille, Grenoble, Toulouse, Lausanne ou La Rochelle reçoivent leur « Rouge » avec le courrier du matin. Surtout lorsque nos difficultés à respecter les horaires nous mettaient en retard, « à la queue », vers 2 h après « le Figaro ».

Nous avons aussi régularisé cette situation. En respectant mieux les horaires, et en faisant distribuer les abonnements par des entreprises de routage dans les villes même où le journal est imprimé (à Marseille, Toulouse et Lyon). Ainsi, ils sont directement diffusés dans les bureaux de poste principaux de tous les départements concernés.

Ces difficultés techniques étant réglées ou en passe de l'être, il est possible d'avoir de nombreux nouveaux abonnements.

D'abord là où la distribution est irrégulière et que

URGENT

Pour la durée de la campagne électorale (février et mars) la rédaction a besoin de camarades, si possible correspondants ou anciens correspondants, qui pourraient se libérer pendant ces deux mois et venir travailler à Montreuil (contacter la direction du journal).

Je désire prendre contact avec la LCR
NOM
PRENOM
ADRESSE
PROFESSION
LIEU DE TRAVAIL

A retourner à « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

nous n'y sommes pour rien, des progrès ne peuvent être attendus rapidement, l'ensemble de la diffusion des journaux nationaux étant défectueuse.

Ensuite par les abonnements aux collectivités (écoles, bibliothèques, comités d'entreprise, villages de vacances, structures locales ou régionales d'organisations, foyers de travailleurs, maisons de jeunes, centres culturels, etc.) qui restent vraiment beaucoup trop peu nombreux. C'est vrai, lors du lancement de « Rouge », il n'était pas facile de convaincre ces collectivités de s'abonner à un journal dont elles ne savaient pas si trois mois plus tard il n'aurait pas disparu et qui avaient peut-être l'impression de faire une subvention déguisée (et compromettante) à la presse révolutionnaire. Les choses ont changé. « Rouge » est devenu un « titre » de la presse française, il couvre une information qu'on ne retrouve pas ailleurs, il a une approche particulière des événements, il représente un courant d'opinion absent du reste de la presse quotidienne. Autant d'arguments qui justifient que ces collectivités s'abonnent à « Rouge », si elles désirent réellement fournir à leurs adhérents une information complète.

« Rouge » va entamer sa troisième année, il est possible de développer ses abonnements de façon à terminer l'année 1978 avec 2000 abonnements, au lieu des 1000 actuels.

Pour atteindre cet objectif, nous proposons de concentrer les efforts sur trois types d'abonnements :
— l'abonnement des collectivités, même pour trois mois à un tarif préférentiel, c'est probablement ce qui sera le plus efficace pour faire connaître « Rouge » ;

— l'abonnement-cadeau pour essayer « Rouge », pour 100 F nous abonnons sur 15 jours quatre personnes. C'est un moyen de familiariser des lecteurs très occasionnels avec une lecture régulière du journal ;

— l'abonnement des lecteurs qui ont des difficultés à acheter « Rouge » tous les jours dans les kiosques.

2000 abonnements à la fin 1978. 5000 personnes lisant « Rouge » pendant quinze jours avec un abonnement-cadeau. Nous pensons que c'est possible, que ce n'est pas un rêve stakhanoviste. Pour suivre pas à pas cet aspect de la campagne des 15 000 exemplaires diffusés chaque jour, nous publierons avec les chiffres de vente les nouveaux abonnements.

ABONNEMENT

	Normal	Collectivités	Etranger
1 an	400 F	275 F	650 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
3 mois	110 F	110 F	180 F

- Comptez un délai de dix jours entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
- Le chèque barré est à l'ordre de la SPN, avec la mention « abonnement ».
- Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption, joindre 2 F en timbres.
- Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

ABONNEMENTS LEGISLATIVES

Profitez de la pagination sur seize pages pendant les mois de février et de mars ; utilisez « Rouge » pendant la campagne des législatives : pour 100 F, abonnez quatre amis, collègues d'atelier ou de bureau, militants, pour quinze numéros.

Chèque à l'ordre de la SPN, mention abonnements sur l'enveloppe.

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Tél : 806.00.80 à 84.
Télex : PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46.722.
Imprimé par Rotographie à Montreuil ;
Riccobono (pour le Sud-Est) ;
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

L'accord « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs »

LA LCR, L'OCT ET LES CCA PRESENTS DANS 258 CIRCONSCRIPTIONS

Dans le cadre de l'accord « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », la LCR, l'OCT et les CCA ont travaillé à une répartition des circonscriptions. A l'issue des discussions, ce sont près de 260 circonscriptions dans lesquelles nous serons présents avec un candidat de l'une de nos organisations. Nous atteignons ainsi un double objectif :

— Malgré la concurrence de nos organisations sur la plupart des cir-

conscriptions les plus intéressantes, nous sommes parvenus à une répartition respectant au mieux les rapports de forces locaux et nationaux et évitant la concurrence de nos candidats.

— Nous en arrivons à couvrir un nombre considérable de circonscriptions et donnons à la masse des travailleurs et des jeunes de ces localités la possibilité d'exprimer un vote significatif de défiance vis-à-vis de l'Union de la gauche sur un même

candidat. Il est clair que si LO avait renoncé à son isolement sectaire pour se joindre à notre accord, nous pouvions permettre un tel vote sur un même candidat révolutionnaire dans l'ensemble des circonscriptions. Au lieu de cela, LO va s'échiner à opposer bien artificiellement ses candidats aux candidats unitaires « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ». Aucun argument politique sérieux ne peut le justifier.

Pour chaque circonscription est indiquée l'organisation du candidat et, en cas de panachage dans l'ordre, l'organisation du candidat et celle du suppléant. Dans certaines localités, il y a accord local avec des groupes et militants se retrouvant dans la démarche de nos organisations, nous le signalons (collectif local). Enfin, il nous reste quelques discussions à mener à bien sur quelques circonscriptions (Aix, Rennes, Avignon et Nîmes).

Circ.	Arrond.	Titulaire	Suppléant
1	1/4	OCT	CCA
2	2/3	LCR	LCR
3	5	LCR	LCR
4	6		
5	7	LCR	LCR
6	8	LCR	LCR
7	9	CCA	CCA
8	10	LCR	LCR
9	11	LCR	LCR
10	11	OCT	OCT
12	12	LCR	LCR
13	13	LCR	LCR
14	13	CCA	OCT
15	14	OCT	OCT
16	14	LCR	LCR
17	15	LCR	LCR
18	15	LCR	LCR
19	15	OCT	OCT
21	16	LCR	LCR
23	17	OCT	OCT
24	17	LCR	LCR
25	18	LCR	LCR
26	18	CCA	CCA
27	18	OCT	OCT
28	19	LCR	LCR
29	19	OCT	OCT
30	20	LCR	LCR
31	20	OCT	CCA

Paris 75 :

- Ain :**
 - Bourg-en-Bresse : (dis. LCR OCT)
- Aisne :**
 - Soissons : LCR
 - La Fère : OCT
- Alpes de Haute-Provence :**
 - Digne : OCT
 - Manosque : OCT
- Hautes-Alpes :**
 - Gap : OCT
- Alpes-Maritimes :**
 - Nice 02 : LCR
 - Nice 03 : OCT
 - Cannes-Antibes 05 : LCR
- Ardèche :**
 - Tournon : (dis. LCT et OCT)
- Ardennes :**
 - Sedan 03 : LCR
- Aube :**
 - Troyes 02 : LCR
- Aude :**
 - Carcassonne 01 : LCR
 - Narbonne 02 : LCR
- Aveyron :**
 - Rodez : OCT
 - Villefranche 02 : LCR-OCT
 - Millau 03 : LCR
- Bouches-du-Rhône :**
 - Marseille 01 : CCA
 - Marseille 03 : LCR
 - Marseille 04 : OCT
 - Marseille 05 : LCR
 - Marseille 06 : OCT
 - Marseille 07 : OCT
 - Marseille 08 : LCR
 - Marseille 09 : (dis. LCR, CCA OCT)
 - Marseille 10 : OCT
 - Marseille 11 : LCR
- Calvados :**
 - Caen 01 : OCT-LCR
 - Caen-Lisieux 02 : OCT
 - Caen-Trouville 03 : LCR-OCT
 - Condé 05 : OCT
- Charente :**
 - Angoulême 01 : LCR
- Charente-Maritime :**
 - La Rochelle 01 : LCR
 - Saint-Jean-d'Angély : LCR
 - Saintes : CCA-LCR
- Cher :**
 - Bourges 01 : LCR
 - Vierzon 02 : LCR
- Corrèze :**
 - Ussel 03 : OCT
- Côte d'or :**
 - Dijon 01 : LCR
 - Dijon 02 : LCR
 - + suppléant OCT
- Côtes-du-Nord :**
 - Saint-Brieuc : LCR-OCT
 - Dinan : LCR
 - Perros-Guirec : LCR
- Creuse :**
 - Guéret 01 : LCR
- Dordogne :**
 - Périgueux : LCR
 - Nontron 03 : VVAP-LCR
 - Sarlat 04 : LCR
- Doubs :**
 - Besançon 01 : CCA-LCR
 - Montbéliard 02 : OCT-LCR
 - Pontarlier 03 : OCT
- Drôme :**
 - Valence 01 : OCT
 - Montélimar : OCT
- Eure :**
 - Evreux 01 : LCR
 - Bernay 02 : LCR

- Louviers 03 : LCR
- Vernon 04 : LCR
- Eure-et-Loir :**
 - Chartres 01 : LCR
 - Dreux 02 : LCR
- Finistère :**
 - Brest 02 : LCR-OCT
 - Quimper : (dis. LCR et OCT)
- Gard :**
 - Nîmes 01 : (dis. LCR et OCT)
 - Alès 04 : LCR
- Haute-Garonne :**
 - Toulouse 01 : LCR
 - Toulouse 02 : LCR
 - Toulouse 03 : OCT
 - Toulouse 04 : LCR
- Gironde :**
 - Bordeaux 01 : LCR
 - Bordeaux 03 : CCA
 - Bordeaux 04 : LCR
 - Bordeaux 05 : Comité local
 - Bordeaux 06 : LCR
- Hérault :**
 - Montpellier 01 : LCR-OCT
 - Montpellier 02 : LCR-CCA
 - Sète 03 : LCR
 - Béziers 04 : LCR
 - Béziers 05 : OCT
- Ile-et-Vilaine :**
 - Rennes 01 : LCR (dis. CCA)
 - Rennes 02 : LCR (dis. CCA)
 - Fougères : LCR
- Indre-et-Loire :**
 - Tours 01 : LCR
 - Tours 02 : LCR
 - Tours 04 : OCT
- Isère :**
 - Grenoble 01 : LCR
 - Grenoble 02 : LCR
 - Grenoble 03 : OCT
 - Grenoble 04 : LCR
- Jura :**
 - Dôle 02 : OCT
 - Lons-le-Saulnier : Collectif local
- Loir-et-Cher :**
 - Blois 01 : LCR
- Loire :**
 - Saint-Etienne 01 : LCR
 - Saint-Etienne 02 : LCR
 - Saint-Chamond 03 : LCR
 - Firminy 04 : LCR
- Haute-Loire :**
 - Le Puy 01 : regroupement local
 - Le Puy 02 : LCR
- Loire Atlantique :**
 - Nantes 01 : OCT-CCA
 - Nantes 02 : LCR
 - Nantes 03 : LCR
 - Nantes 04 : regroupement local + OCT
 - Saint-Nazaire 06 : OCT
 - Guérande 07 : CCA
- Loiret :**
 - Orléans 01 : LCR
 - Orléans 02 : LCR
 - Montargis 03 : LCR
- Lot-et-Garonne :**
 - Agen 01 : LCR
 - Villeneuve 03 : LCR
- Lozère :**
 - Mende 01 : LCR
- Maine-et-Loire :**
 - Angers 01 : LCR
 - Angers 06 : OCT
- Manche :**
 - Cherbourg 05 : LCR-OCT
 - Saint-Lô : OCT

- Marne :**
 - Reims 01 : LCR-CCA
 - Reims 02 : regroupement local
- haute Marne :**
 - Saint-Dizier : CCA-LCR
- Mayenne :**
 - Laval 01 : LCR
- Meurthe-et-Moselle :**
 - Nancy 01 : LCR
 - Nancy 02 : LCR
- Morbihan :**
 - Lorient : LCR ?
- Moselle :**
 - Metz 01 : CCA
 - Metz 02 : OCT
 - Hayange 03 : LCR
 - Forbach 06 : LCR
- Nord :**
 - Lille 02 : OCT
 - Lille 04 : LCR
 - Roubaix 07 : LCR
 - Dunkerque 11 : OCT-LCR
 - Douai : LCR
 - Denain : LCR
 - Avesne : LCR ?
- Oise :**
 - Beauvais 01 : LCR
 - Creil 04 : LCR
- Orne :**
 - Alençon : OCT
 - Mortagne : OCT
 - Fiers : OCT
- Pas-de-Calais :**
 - Arras 01 : OCT
 - Lens : LCR
 - Liévin : LCR
- Puy-de-Dôme :**
 - Clermont 01 : LCR
 - Riom 05 : LCR
 - Issoire : LCR ?
- Pyrénées-Atlantiques :**
 - Pau 01 : LCR
 - Oloron 02 : LCR + comité local
 - Mauléon 03 : VVAP + LCR
 - Bayonne 04 : LCR
- Hautes Pyrénées :**
 - Tarbes 01 : LCR
 - Tarbes : LCR ?
- Pyrénées-Orientales :**
 - Perpignan 01 : LCR
- Bas-Rhin :**
 - Strasbourg 01 : LCR
 - Strasbourg 02 : OCT
 - Strasbourg 03 : LCR
- Haut-Rhin :**
 - Cernay 03 : OCT
 - Mulhouse 04 : LCR
 - Colmar : LCR
- Rhône :**
 - Lyon 01 : LCR-OCT
 - Lyon 02 : LCR
 - Lyon 03 : OCT-CCA
 - Lyon 04 : OCT
 - Lyon 05 : LCR
 - Lyon 06 : OCT-LCR
 - Lyon 08 : LCR
 - Lyon 11 : OCT
 - Lyon 13 : CCA
 - Vesoul :
 - Villefranche : (dis. LCR et OCT)
- Saône-et-Loire :**
 - Châlon : LCR et OCT
- Sarthe :**
 - Le Mans 02 : LCR
 - Le Mans 04 : LCR
 - Le Mans 01 : OCT
- Savoie :**
 - Chambéry 03 : LCR
 - Albertville : OCT

- Haute Savoie :**
 - Annecy : LCR ?
- Seine-Maritime :**
 - Rouen 01 : OCT
 - Rouen 02 : LCR
 - Rouen 03 : LCR
 - Rouen 04 : LCR
 - Fécamp 05 : LCR
 - Le Havre 06 : OCT
 - Le Havre 07 : LCR
 - Dieppe 09 : LCR
- Deux-Sèvres :**
 - Niort : LCR
- Somme :**
 - Amiens 01 : LCR
- Tarn :**
 - Albi 01 : LCR
 - Castres 02 : LCR
- Tarn-et-Garonne :**
 - Montauban 01 : LCR
- Var :**
 - Toulon 04 : LCR
- Vaucluse :**
 - Avignon : (dis. LCR et OCT)
 - Carpentras : OCT
- Vendée :**
 - La Roche-sur-Yon : collectif local + LCR et OCT
- Vienne :**
 - Poitiers : LCR
 - Châtelleraut : LCR
- Haute Vienne :**
 - Limoges 01 : OCT
 - Limoges 03 : LCR
- Yonne :**
 - Auxerre 01 : LCR
 - Sens 03 : LCR
- Territoire de Belfort :**
 - 01 : OCT
 - 02 : OCT

- Banlieue parisienne :**
 - 77 : **Seine-et-Marne :**
 - Melun 01 : LCR
 - Chelles 02 : LCR
 - Meaux 03 : LCR
 - 78 : **Yvelines :**
 - Houilles 01 : LCR
 - Saint-Germain 02 : LCR
 - Poissy 03 : OCT
 - Mantes 07 : OCT
 - Chevreuse 08 : LCR
 - 91 : **Essonne :**
 - Brunoy 01 : LCR
 - Massy 03 : OCT-LCR
 - Palaiseau 04 : LCR
 - 92 : **Hauts-de-Seine :**
 - Gennevilliers 01 : CCA-LCR
 - Asnières : OCT
 - Colombes 03 : LCR
 - Levallois 04 : LCR
 - Puteaux 06 : OCT
 - Nanterre 07 : LCR
 - Reuil 08 : LCR
 - Boulogne 10 : LCR
 - Issy 11 : LCR
 - Montrouge 13 : LCR-OCT
 - 93 : **Seine Saint Denis :**
 - Epinay 01 : LCR
 - Saint Denis 02 : LCR
 - Aubervilliers 03 : LCR
 - Le Bourget 04 : LCR
 - Bondy 05 : LCR-OCT
 - Pantin 06 : OCT
 - Neuilly-Plaisance : LCR-OCT + Collectif local
 - 94 : **Val-de-Marne :**
 - Cachan 01 : LCR
 - L'Hay-les-Roses 02 : CCA
 - Vitry 03 : LCR
 - Saint-Maur : LCR-OCT
 - Champigny : OCT
 - Vincennes 07 : OCT
 - Villeneuve 08 : LCR
 - 95 : **Val-d'Oise :**
 - Pontoise 01 : LCR
 - Argenteuil 03 : LCR
 - Garges 05 : LCR

Une journée comme les autres

● Trois colleurs d'affiches du Parti communiste agressés

Les quatre agresseurs, qui avaient attaqué trois militants du Parti communiste en plein centre d'Avignon et qui avaient brûlé leur camion, ont été appréhendés. Les « incidents électoraux » commencent...

● La CGC : pas de consignes de vote en mars

Yves Charpentier, président de la Confédération générale des cadres, a appelé ses adhérents à se préparer pour l'après-mars 1978. « Être prêts non pas à riposter mais à prévenir » : telle est la consigne. Si la CGC ne donne pas de consignes de vote, elle indique bien clairement la couleur...

Un nœud à votre mouchoir

● Périgueux

Pierre Thierry, objecteur et insoumis à l'ONF, passe en procès mercredi 25 janvier à Périgueux, à 14 h. Il dénonce le sacage de la forêt et l'exploitation des forestiers par l'ONF. La LCR, le PSU, les Amis de la Terre, Nature et Progrès, VVAP et l'École émancipée appellent à le soutenir en assistant nombreux au procès.

● Nice

A l'appel des CCA et de l'OCT, réunion de constitution du comité de campagne pour un candidat « Pour le socialisme », à la fac de lettres, salle 104, boulevard Herriot, à 20 h 30, le mardi 24 janvier.

● Rive-de-Gier-Saint-Chamond

Une conférence de presse du candidat de la LCR aura lieu mercredi 25 à 18 h à la salle de la Justice de paix à Rive-de-Gier et sera suivie d'une réunion à laquelle sont invitées toutes les personnes intéressées par la campagne des révolutionnaires pour la constitution du comité de soutien.

● Montpellier

La librairie la Brèche organise ce soir à 21 h au centre Lacordaire, rue des Augustins, un débat sur le thème « Travailler deux heures par jour », avec le Collectif ADRET, auteur d'un livre du même nom.

● Besançon

Meeting Lutte ouvrière, 20 h 30, salle Proudhon, place Grandvelle, mardi 24 janvier.

● Paris

Le 24 janvier, « Vivre autrement, pour nos libertés, contre la répression ». De 19 h à 24 h, salle de la Mutualité. Informations, débats, intervention centrale à 21 h 30. De 22 h à 24 h : bal folk.

● Paris

Quatre heures pour l'autogestion. 19 h : nationalisation, planification et autogestion avec les auteurs de l'« Utopie réaliste ». Quelle place pour le mouvement des femmes dans la vie politique ? Ecologie et politique. Autogestion, réforme et révolution. Le Front autogestionnaire lance sa campagne. Mercredi 25 janvier, à la Mutualité.

● Paris-centre

Réunion du comité rouge et des camarades qui veulent faire la campagne législative avec la LCR, à 18 h 30, mardi 24 janvier, au 10, impasse Guéméné.

● Nanterre

Projection débat sur la lutte du peuple sahraoui avec le film « Nous aurons toute la mort pour dormir », de Med Hondo à la faculté de Nanterre aujourd'hui, 13 h, amph A1.

● Tours

Meeting des groupes femmes de Tours contre le viol, mercredi 25 janvier 20 h 30, salle Beaujardin (angle rue Ch. Collomb, rue Beaujardin).

● Grenoble

Réunion des lecteurs de « Rouge » sur le campus mercredi 25 janvier de 13 h à 14 h 30 amph 5, sciences sociales.

● Rouen

Réunion du groupe Technique rouge : changer la société comment ? Les législatives, ce que proposent les révolutionnaires. Bilan des luttes dans les CET de Rouen et la région. Un débat sur « Barricades ». Mercredi 25 janvier à 14 h à la bibliothèque Taupe rouge, 6 bis rue de la Maladrerie (près de la gare Rouen droite).

La polémique PC-PS Désaccord dans les municipalités

● Tensions à Dreux et Besançon

Le ton monte dans les municipalités d'Union de la gauche. Trois incidents, ces derniers jours à Lille, Dreux et Besançon, semblent indiquer un léger tournant de la part des élus du PCF. Pour la première fois, également, des maires socialistes suspendent des adjoints communistes qui ont refusé de voter le budget municipal. On se rappelle que, jusqu'à présent, les deux partis avaient donné à leurs élus la consigne de maîtriser les divergences (cf. « Rouge » du 22 décembre 1977). Georges Marchais en visite chez le maire socialiste de Nan-

te ajoute : « Gérer la crise, les communistes s'y refuse. Le vote des budgets de 1978 des communes des départements et des régions actuellement en cours est pour eux l'occasion de le démontrer. Les débats du conseil national ont fourni la preuve de l'importance de cette question aujourd'hui. Les communistes se refusent à porter atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs au travers de l'augmentation des impôts locaux. » Ce à quoi la fédération nationale des élus socialistes et républicains a répondu cet après-midi. Elle proteste « contre une attitude inacceptable et démagogique qui vise à faire porter sur les socialistes la responsabilité d'une situation qui incombe au gouvernement de la droite ». Et le quotidien du PC

ajoute : « Gérer la crise, les communistes s'y refuse. Le vote des budgets de 1978 des communes des départements et des régions actuellement en cours est pour eux l'occasion de le démontrer. Les débats du conseil national ont fourni la preuve de l'importance de cette question aujourd'hui. Les communistes se refusent à porter atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs au travers de l'augmentation des impôts locaux. »

Ce à quoi la fédération nationale des élus socialistes et républicains a répondu cet après-midi. Elle proteste « contre une attitude inacceptable et démagogique qui vise à faire porter sur les socialistes la responsabilité d'une situation qui incombe au gouvernement de la droite ». Et le quotidien du PC

avait déclaré, au mois de novembre : « Agissons pour consolider l'union réalisée au sein du conseil municipal afin de bien respecter les engagements communs pris en mars dernier. » Il précisait d'ailleurs : « Le PCF et ses élus n'entendent pas transférer au sein des conseils municipaux d'union les problèmes politiques de caractère national surgis entre les partis de gauche. » Or, « l'Humanité » d'hier rend publique une déclaration des 28 000 élus du PCF qui va dans un sens inverse.

avant un tour bien connu dans les autres secteurs.

Premiers accrochages

Et elle commence, semble-t-il, à avoir des conséquences pratiques. A Besançon, vendredi soir, après six heures de débat, les élus communistes ont refusé de voter un budget qui majore de 15,8 % les impôts locaux. Les deux conseillers PSU le votent. Le maire socialiste R. Schwint, retire leurs délégations à deux adjoints communistes. A Dreux, jeudi soir, le scénario est identique. A la surprise générale les élus communistes refusent de voter le budget qui prévoit une hausse de 25 % des impôts locaux. F. Gaspard suspend alors ses deux adjoints membres du PCF.

Ces deux exemples sont

encore isolés. L'attitude des élus communistes n'est pas systématique. A Belfort, par exemple, ils ont voté une hausse de 40 % des impôts locaux. Celle des socialistes non plus. A Pau, au mois de décembre, l'abstention des communistes sur le budget municipal n'a pas entraîné de « sanction » de la part du député-maire socialiste.

Ceci dit, il est certain que dans toutes les municipalités d'union, le climat se tend. Et s'il est peu probable qu'une rupture d'envergure ait lieu d'ici mars, l'issue du scrutin pèsera lourd sur l'avenir. Pierre Mauroy, député-maire de Lille, mettrait en garde ses alliés communistes jeudi soir. Un non-désistement au second tour par exemple pourrait avoir de « graves incidences » sur le plan local.

Jean-Yves Touvais

L'enlèvement du baron Empain

POUR QUELQUES MILLIARDS DE PLUS ?

Tout s'est passé en quelques minutes. Une technique parfaite et sans bavure. Alors que la 604 Peugeot du baron Empain quitte le trottoir, elle est bloquée par une estafette. Au même moment, un cyclomotoriste, venu de l'arrière, double la voiture en braquant une arme. Tout le monde s'arrête. Deux hommes surgissent de la camionnette et font monter le baron et son chauffeur dans leur véhicule. Ils démarrent sur les chapeaux de roue, déposent le chauffeur à une porte de Paris et disparaissent dans la circulation. Exit le baron Edouard Jean Empain.

Quelques heures plus tard, la nouvelle rendue publique par la police, c'est toute la haute société franco-belge et les milieux d'affaires les plus huppés qui tenaient à faire connaître leur « émoi »

— comme on dit dans ces cas-là —, donnant ainsi la dimension du personnage.

Car le baron Empain, petit-fils du général-baron belge Edouard Empain, fondateur dans les années 1880 de l'une des dynasties les plus puissantes de l'industrie européenne, était l'un de ces magnats qui, sans défrayer la chronique et occuper la « une » des magazines « qui font l'actualité », exercent un pouvoir si considérable qu'elles sont, à la tête de leur empire industriel, un véritable Etat dans l'Etat. Dans le cas Empain, cette formule n'est pas une clause de style. De Gaulle lui-même, dans ses velléités de combat contre l'internationalisation grandissante du capital dans les années soixante, en avait fait la dure expérience. C'est contre son vœu explicite qu'Empain,

« l'étranger », avait acquis, sans coup férir, la majorité du trust français Schneider en 1963.

Mais la puissance d'Empain vient surtout de ce qu'il contrôle aujourd'hui une bonne partie de deux des secteurs clés du développement industriel français. Par l'intermédiaire de Creusot-Loire — 40 000 salariés —, dont il a acquis le commandement en 1975 sans y détenir la majorité, il avait pris une place de choix dans la sidérurgie. Mais son coup d'éclat fut d'obtenir l'année dernière, toujours par Creusot-Loire et sa filiale Framatome, le quasi-contrôle de l'industrie nucléaire française, en liaison avec EDF. L'essai était transformé quelques mois plus tard : à l'invitation de ses pairs français, le baron devenait le premier

membre étranger du CNPF. C'était plus qu'un symbole. Par Empain interposé, le capital multinational signifiait sa prééminence définitive aux derniers tenants du capital national...

Il est probable que l'envergure du personnage va désormais entraîner une mobilisation policière sans précédent. Il y avait déjà Maupetit, « l'ennemi numéro un », « le tueur fou de Sacy-en-Brie ». Il y aura désormais Empain. Empain et les dizaines de morts par accidents de travail de son empire industriel, mais ça, on ne le dira pas. On va parler de lutte contre la criminalité, renforcement des effectifs de police, mobilisation des citoyens pour retrouver les coupables. En pleine campagne électorale, il est des hasards qu'il faut savoir exploiter à fond...

L'état de siège a été levé hier matin à Strasbourg

L'état de siège qui a transformé le week-end dernier Strasbourg en ville occupée par 3 000 CRS et gendarmes ne s'est pas limité à la métropole alsacienne. Un car de l'Union française des centres de vacances, dont un rassemblement se tenait dans l'Est, a été stoppé entre Nancy et Strasbourg, un autre véhicule venant de Mulhouse a été arrêté à Colmar. Un quadrillage de choc — qui a fait d'une ville, deux jours durant, une forteresse policière, d'une région un filet tendu sur tout ce qui apparaissait « anormal »,... suspect.

A une femme, qui s'intéressait sur leur présence à chaque coin de rue, les CRS répondirent qu'il allait y avoir

une manifestation écologique le matin et une manifestation étudiante l'après-midi ! Toutes les voitures portant un macaron antinucléaire ou écologiste ont été contrôlées.

Même la presse locale, qui avait été fort discrète sur l'interdiction du rassemblement autonome, a parlé — du moins pour l'Alsace — d'accoutumance dangereuse hypothéquant l'exercice de la démocratie.

Du côté des autonomes, il va sans dire qu'il y aura matière à débat. Déjà, à l'annonce du rassemblement, des membres du groupe Camarades avaient remis en cause la « légitimité » et le sens d'une telle initiative. Sur place, à Strasbourg, beaucoup l'ont

appris quinze jours avant en lisant *Libération* et il ne semble pas qu'il y ait eu une quel-

conque prise en charge du rassemblement par des « autonomes » locaux.

● La protestation de syndicats enseignants

Les sections syndicales SGEN-CFDT, SNES, SNI et SNC du CES de Bisheim-Ried, au nom des libertés fondamentales, s'insurgent et se révoltent contre :

— l'utilisation des locaux du lycée d'enseignement professionnel de Schiltigheim pour le logement des forces de police et ceci après l'expulsion des élèves

internes sans aucune information préalable ;

— le quadrillage et le déploiement des mêmes forces de police auxquelles la population strasbourgeoise a été assujettie durant le week-end dernier ;

— la multiplication en quelques mois de ces grandes manœuvres d'intimidation policière (affaire Croissant, attentat Sonacotra) qui prennent l'allure d'une répétition générale et tendent à créer un climat d'état de siège permanent dans notre ville.

Gervais-Danone à Marseille

Des dockers parmi les nervis

Affaire grave à Marseille, après l'intervention d'un commando de nervis à Gervais-Danone. Hier matin, sur le port, avait lieu une assemblée générale des dockers, qui décidèrent d'un arrêt de travail immédiat pour l'après-midi. On ignore encore si la grève va se poursuivre. Toujours est-il que les raisons de ce mouvement sont graves. On a en effet découvert que des dockers faisaient partie des soixante nervis qui ont envahi Gervais-Danone (cf. « Rouge » d'hier). Ces nervis, on s'en souvient, étaient équipés de manches de pioches, d'armes à feu et de chiens. Ils étaient payés mille francs par jour pour exécuter un « travail » qui consistait à déménager des machines. Ils ne s'étaient d'ailleurs pas bornés à cela puisqu'ils ont cassé ce qu'ils ne pouvaient emporter et qu'ils ont également patrouillé dans le quartier, en provoquant et en interpellant des gens. Parmi eux, donc, des dockers : une atteinte à l'honneur de la profession, c'est en substance ce qu'a déclaré le secrétaire du syndicat CGT pour appeler à la grève.

Marseille, de notre rédaction régionale.

Le problème est d'autant plus grave que c'est dans le secteur le plus syndiqué de la ville qu'ont été recrutés des nervis. La CGT obtient en effet 90 % des voix aux élections et son hégémonie n'est contestée par personne. Or, cela fait deux fois en quelques mois que des salariés

des docks sont « à la une » dans des sinistres affaires. Il faut en effet rappeler qu'au mois d'août, Nasri Abdelmalek avait été abattu dans le plus pur style raciste par un docker, Navarro, syndiqué à la CGT de surcroît. Le syndicat avait expliqué qu'il n'était pas comptable des actes de tous ses membres. Ce qui est compréhensible. Par contre, le communiqué soulignait que les dockers n'avaient de leçons à recevoir de personne. Ce qui était alors une façon de nier le problème. La CGT avait d'ailleurs hésité à accepter qu'on parle de cette affaire, au point que *l'Humanité* l'avait traitée avant *la Marseillaise*, ce qui est pour le moins paradoxal.

Et maintenant, donc, des nervis sont recrutés chez les dockers. Certes, la CFT a annoncé, il y a quelques temps, qu'elle présenterait des listes sur les docks. Mais la CFT n'existe pas dans ce secteur et ce n'est certainement pas chez elle qu'on a pu recruter ces nervis.

En fait, il semble que la CGT récolte en ce moment les fruits amers de la politique hyper-corporatiste qu'elle développe depuis de longues années. On n'éduque pas les travailleurs aussi longtemps en disant que l'ennemi c'est le gauchiste, la CFDT, ou autre, sans faire de dégâts profonds dans la conscience ouvrière. Le corporatisme va si loin d'ailleurs qu'il s'accroche au racisme : la CGT a accepté un sous-statut pour les dockers immigrés, qui ne bénéficient pas, avec leur carte professionnelle, des mêmes avanta-



ges que leurs camarades de travail français. Alors ? Cette grève sera peut-être une première tentative de coup d'arrêt à ces conséquences, mais il faudra qu'elle permette de discuter des vrais problèmes et en les posant jusqu'au bout.

Peut-être faut-il également y lire

une réaction face à la défaite que les Danone viennent de subir : on a laissé parader les nervis dans l'usine et dans le quartier sans qu'à aucun moment l'idée même de l'autodéfense ouvrière ait été soulevée. Le coup a été rude pour les Danone et pour tous les travailleurs de la région, et il

s'agirait donc de le diminuer un peu par des actions de ce genre.

En tout cas, ces questions sont suffisamment graves pour devoir être débattues, et ceci sans concessions, dans tout le mouvement ouvrier marseillais.

Michel Samson

Vers la grève générale des employés du CNRS ?

Après plus de quarante jours de grève, la lutte des administratives du CNRS pour l'alignement de leur prime sur celle des techniciens est arrivée à un point décisif. Par la grève quasi-totale dans de nombreux centres de la région parisienne et maintenant en province, par la participation massive aux manifestations qui a démontré la solidarité des autres catégories, les administratives ont acquis une détermination encore jamais vue dans l'établissement.

Face à elles, une direction, un ministre des Universités et un Premier ministre qui semblent avoir choisi la ligne dure. Vendredi, avec le mépris le plus total, Creyssel, directeur administratif et financier, annonçait une augmentation de 16% des indemnités forfaitaires, revalorisation déjà prévue depuis longtemps et ne concernant qu'une petite catégorie d'administratives. D'autre part, il menaçait de retenir les journées de grève sur les traitements (près de sept semaines !). Et pour hisser à un niveau encore plus haut la provocation, il faisait remettre des cartes au personnel qui seraient contrôlées par des vigiles privés. Dans de nombreux centres, les travailleurs, refusant ce flicage, remettaient massivement ces cartes aux délégués syndicaux.

La manifestation d'hier a vu une participation plus importante que d'habitude. Ils étaient près de 1 500, avec une mobilisation remarquable des chercheurs. Les manifestants ont alors demandé aux bureaux nationaux du SGEN-CFDT, du SNTRS-CGT et du SNCS-FEN d'appeler à la grève générale. Ceux-ci ont préféré s'en remettre aux assemblées générales qui doivent se dérouler par centre. Les manifestants ont néanmoins voté le principe de la grève générale à la quasi-unanimité. On devrait en savoir plus après les assemblées générales qui doivent se dérouler ce matin.

Correspondant

Référendum de la CGT-EGF

Le syndicat de Brest n'y participera pas

La consultation organisée auprès des gaziers-électriciens par la fédération CGT de l'EGF aura lieu dans une semaine, le 31 janvier. On sait déjà que tant les syndicats signataires de la convention salariale (FO, CFTC, et UNCM) que la CFDT ont décidé de boycotter cette consultation : les premiers n'acceptent pas de revenir sur des accords qu'ils ont signés, la CFDT parce qu'elle considère que ces accords lient les mains des salariés et constituent un carcan qu'elle dénonce. De plus, la CFDT avait estimé, dès son annonce, que cette consultation proposée par la fédération CGT n'était qu'un faux-fuyant à la poursuite du mouvement des agents de l'EGF commencé en décembre.

Cette consultation risque donc fort de ne pas faire l'événement.

C'est pourquoi la CGT essaie de mobiliser au maximum. Le syndicat CGT des cadres et de la maîtrise (GNC) a aussi été mis sur les rangs.

Il vient d'envoyer aux cadres une convocation — ou plutôt une carte d'invitation sur papier glacé — à une conférence-débat qui se déroulera aujourd'hui à Murat, à propos de la consultation.

Mais dans les rangs même de la CGT, le référendum ne soulève pas l'enthousiasme. C'est ainsi que le syndicat CGT du centre de Brest a décidé, à une très forte majorité, de

ne pas participer à cette opération. Cette décision a été prise, après une visite en catastrophe de deux secrétaires fédéraux et les assemblées générales de toutes les sections syndicales, par la commission exécutive du syndicat. Le GNC de Brest va, lui, tenter de réaliser seul la consultation, mais uniquement par esprit de discipline, et surtout pas par conviction.

La fédération CGT risque de payer au prix fort sa décision de casser la grève au lendemain de la trêve des confiseurs : elle est contestée aujourd'hui jusque dans ses propres rangs.

E. C.

école

Une campagne essentielle contre la réforme Haby HARO SUR LE DOSSIER SCOLAIRE !

Dans le cadre de la réforme Haby, un décret du 8 août 1977 définit le dossier scolaire qui suivra l'enfant durant toute sa scolarité. De nouveaux bulletins trimestriels, plusieurs fois commentés dans ces colonnes, ont été mis en place pour les cours préparatoires et les classes de 6^{ème}. Avec ce dossier, le ministère poursuit un double objectif : accentuer la sélection sociale, en la masquant par des procédés d'individualisation et de psychologisation des échecs scolaires, et participer au fichage généralisé de la population, par la détermination dès le plus jeune âge d'un profil social et psychologique qui toute sa vie collera à l'individu.

Etiqueter un enfant dans des catégories aux intitulés inquisiteurs — « à risque médical », « à risque social », « niveau intellectuel », « comportement » — le fige dans un comportement donné ou une situation d'échec, sans lui laisser une chance d'échapper à son passé et en accentuant sa dévalorisation aux yeux de la norme scolaire en fonction de son milieu social.

Ainsi catalogués, les enfants sont prédéterminés : la lecture du dossier contribue aux orientations vers les classes d'adaptation, de perfectionnement ou les SES (sections d'enseignement spécialisé), toutes les filières de relégation avant l'exclusion, sans formation, vers la vie active. Elle aidera au choix des

enfants destinés au soutien-Haby, et donc aux filières voilées de sélection. Celles-ci sont non seulement reconstituées mais confortées par le poids prétendument « scientifique » des observations sur la base desquelles se fera l'orientation.

Les éléments du dossier sont conçus comme pouvant déboucher sur des fiches traitées par informatique. Le codage des informations permet leur passage immédiat sur ordinateur. Le dossier scolaire renvoie en ce sens aux autres pièces du fichage policier de la population, fichage des nourrissons (projet Gamin qui fonctionne déjà), fichage des assistés (projet Audass). Les critères sociaux utilisés par Gamin pour délimiter la « population à risque » sont

éclairants : avoir une mère célibataire ou de nationalité étrangère, être l'enfant d'un salarié agricole, d'un mineur, d'un apprenti ouvrier, d'un manoeuvre, d'une femme de ménage, d'un étudiant, d'un militaire du contingent, d'un ancien agriculteur, d'un sans-profession.

Dans le dossier scolaire, le fichage est également très précis puisqu'il s'attache aux renseignements suivants : volonté d'effort, persévérance, rapidité d'exécution, assiduité, ponctualité, soin dans le travail, assurance (trop caractériel), timidité (trop renfermé), responsabilité, sens de l'équipe, goût pour l'étude, émotivité, sensibilité, goût.

En majorité, les enseignants dans leurs sections syndicales et les parents dans leurs conseils locaux se sont élevés contre le dossier. La Confédération syndicale des familles (CSF), le Mouvement des radicaux de gauche, la Fédération Cornec ont déposé successivement un recours au conseil d'Etat. L'Ecole émancipée a, durant le premier trimestre, mené campagne, avec en particulier l'édition d'une affiche nationale très pédagogique et la tenue d'un meeting à Paris avec le concours de la CSF, sans parler de multiples tracts locaux. Des victoires très fragmentai-

res ont été obtenues : le dossier ne serait pas communiqué au patronat lors de l'embauche, l'établissement ne le conserverait qu'un an au lieu des cinq initialement prévus.

La lutte doit se poursuivre : le samedi 28 janvier a lieu une conférence nationale contre le fichage appelée par le comité d'initiative contre le fichage du 11^e arrondissement dans lequel sont actifs les militants du FJO, tendance de la FEN animé par des membres de l'OCI et dont les représentants nationaux sont, entre autres, Frédéric Castaing et Jean-Jacques Marie.

Si, dans l'immédiat, la lutte se mène sur ce terrain, ce refus du dossier s'inscrit dans celui de la sélection et donc du soutien, dans les formes et les modalités exigées — menaces à la clé — par une récente circulaire du ministère. Tous ceux qui sont touchés, parents, enseignants, psychologues, élèves, doivent s'engager à refuser le dossier et le soutien. Des initiatives doivent déboucher sur des coordinations d'établissement, de ville, de régions, regroupant avec les enseignants et les sections syndicales les organisations et les individus concernés. Il faut obtenir le retrait du dossier !

Bref social

● Villefranche-sur-Saône : un Furnon avant l'heure

Le conseil d'Etat vient de casser la décision de l'inspecteur et du ministre du Travail qui refusaient le licenciement de la déléguée du personnel des établissements Gallice (textile) à Villefranche-sur-Saône. L'affaire remonte à plus de deux ans. Prétextant d'une altercation avec la direction, celle-ci décida de jeter la déléguée syndicale à la rue, en essayant en même temps, par manipulation, de s'appuyer sur une partie du personnel. Depuis, les choses ont évolué. Réintégré, elle est maintenant élue déléguée du personnel avec 70 % des voix. Mais ce petit dictateur est tenace et bénéficie, comme on le voit, de complices en haut lieu. En outre, il s'appuie sur un comité d'entreprise à sa botte. Il s'agit là, une fois de plus, d'une atteinte intolérable aux droits syndicaux, et par là, à tous les droits durement acquis par les travailleurs. Il semble qu'aujourd'hui, des rassemblements devant l'usine ne suffiront plus à imposer un véritable rapport de forces.

● Accidents du travail : un patron poursuivi

Les accidents du travail resteront-ils toujours impunis ? Après la mort de deux ouvriers sur son chantier, un patron vient d'être poursuivi. L'accident s'était produit en juillet 1976. Des ouvriers de la société Camuset-Guéguen-Télécommunications-International montaient un pylône de 44 mètres de hauteur pour l'installation d'un relais hertzien sur le terrain militaire de Grougies. La plateforme tomba, entraînant dans sa chute deux ouvriers, Michel Dhome et Christian Polet, qui furent tués sur le coup. La plateforme devait théoriquement être dotée d'un parachute freinant les chutes éventuelles. Théoriquement, car, jci, elle était dépourvue de ce système. Le patron, Michel Guéguen, comparaitra mercredi devant le tribunal correctionnel de Saint-Quentin.

● NMPP : employés en grève

Les employés des NMPP sont en grève reconductible depuis mercredi pour l'obtention de la troisième semaine de congés d'hiver et l'étalement des vacances d'été sur quatre mois au lieu de cinq comme jusqu'à présent. La grève est suivie à 30 % à Réaumur et à 100 % dans les annexes. Une nouvelle entrevue doit avoir lieu avec la direction aujourd'hui. Pour l'instant, elle a opposé un non catégorique à la revendication de la troisième semaine de congés d'hiver, se réfugiant pour cela derrière des directives gouvernementales. En ce qui concerne l'étalement des vacances d'été, la direction a indiqué que ces mesures ne pourraient être appliquées que selon le bon vouloir et les possibilités des chefs de service. La grève est menée par les syndicats CGT, FO, CFDT et CFTEC. Les cadres, qui ne participent pas à l'action, ont cependant reçu comme consigne de leur syndicat de ne pas briser le mouvement en faisant par exemple le travail des grévistes. Avant le départ du mouvement, une pétition sur ces revendications avait reçu 800 signatures sur un effectif total de 1200 personnes. Une assemblée générale quotidienne et permanente a lieu depuis le début de la grève. Jeudi, 200 employés manifestaient dans les couloirs de la direction, « la galerie des glaces du troisième étage », comme disent les employés. Là, un cadre supérieur particulièrement viril s'était proposé de refouler les manifestants. Devant leur détermination, il a changé d'avis.

● Louviers : licenciements dans le textile

L'entreprise Audresset est l'une des dernières usines de textiles de Louviers. 120 travailleurs y sont encore employés. Après leur avoir fait subir une période de chômage partiel, les patrons ont décidé de licencier. C'est un peu la surprise dans cette entreprise où il n'y avait jamais eu de conflits. A l'annonce des 97 licenciements, la lutte s'est organisée avec la section CFDT qui vient de se créer. Des piquets sont mis en place pour empêcher l'entrée et la sortie des camions et le démantèlement des machines et des stocks. Un certain nombre de problèmes se posent en ce qui concerne la lutte. Ce sont, pour la majorité, des femmes qui sont victimes de ces licenciements. Parmi elles, une vingtaine habitent au Neubourg, à vingt kilomètres de l'usine. La nuit, seuls les hommes occupent. La mairie de Louviers a apporté son soutien, ainsi que l'ULCGT qui a déjà distribué deux tracts dans la ville et fait signer une pétition dans les entreprises. A Louviers, on dénombre déjà près de 1 500 chômeurs...

● SCPC : les travailleurs en référé

Les travailleurs de la SCPC, à Clermont-Ferrand, qui occupent leur entreprise depuis son dépôt de bilan, en juillet 1976, sont assignés en référé ce matin, pour être expulsés de l'usine. Depuis un an et demi, ils occupaient pour s'opposer au licenciement de la totalité du personnel, soit 155 personnes. Pour faire face à leurs besoins, ils s'étaient attelés, ne bénéficiant plus des 90 % d'allocations de chômage, à une petite production artisanale. Dans un communiqué, l'Union régionale CFDT Auvergne indique que jamais aucune solution n'a été envisagée ni recherchée pour sauver l'entreprise, elle rappelle que la direction départementale du travail s'était pour sa part opposée à la fermeture de l'usine, et elle s'élève contre l'intervention du tribunal dans cette affaire. Elle a, enfin, demandé une réunion d'urgence aux pouvoirs publics.

La CFDT prépare l'après mars 1978 (1)
Gérer la crise dans l'intérêt des travailleurs ?

La permanence de la crise économique mondiale, son approfondissement, les tensions sociales en France et l'imminence de l'échéance politique de mars 1978 ont amené la direction de la CFDT à développer des thèmes nouveaux, à adopter un nouveau langage depuis quelques mois. « A la lecture du programme de Blois, notre crainte est grande. S'il était appliqué, il plongerait notre pays plus profondément dans la crise. Il aggraverait les tensions sociales et les violences. Il ferait courir à notre pays des risques d'autoritarisme, d'atteinte aux libertés », disait Edmond Maire récemment devant le congrès de la Fédération de la construction et du bois. Et il affirmait : « Pour la CFDT, tout au

Jacques Moreau écrit dans son rapport publié partiellement par *Syndicalisme* : « Aujourd'hui, une certitude s'impose à tout analyste sérieux : la France connaît une situation détériorée et fragile qui est dangereuse pour l'avenir démocratique du pays, l'ensemble de la population, le syndicalisme. Et comme l'a déclaré récemment Edmond Maire, face à telle situation, un rassemblement fort et tenace ne peut se bâtir sur le mensonge, l'erreur, l'omission. »

C'est donc à une politique de « vérité » qu'il faut préparer les travailleurs, et tout indique que le rapport de Jacques Moreau discuté au conseil national a pour but de tester les réactions des fédérations et des régions, de réorienter l'appareil de la confédération.

Le nouveau langage de la CFDT

Le temps est, en effet, révolu où la CFDT rejetait l'idée de la fatalité de la crise. Michel Rolant, dirigeant confédéral, écrivait en mars 1975, dans un numéro de *Syndicalisme* consacré à la crise : Elle « n'a rien d'inévitable. Les travailleurs et leurs organisations qui n'ont pas de pouvoir de décision n'en sont pas responsables. Accepter les sacrifices que l'on veut nous imposer, c'est aggraver la situation. »

Le même Rolant, en janvier 1978, déclare au forum de l'Expansion, devant un parterre de patrons : « Les sacrifices, il les faut pour tout le monde. » Edmond Maire exhortait les patrons à négocier : « L'absentéisme va s'amplifier » et ça peut aller « jusqu'au sabotage, larvé, individuel, mettant les entreprises dans l'impossibilité de se développer normalement » (L'Express, du 9 au 15 janvier 1978).

La direction confédérale se situe désormais dans une optique de gestion de la crise par un gouvernement de gauche. *Syndicalisme* du 1/12/1977 le disait clairement dans un dossier sur les na-

tionalisations : « Ce serait une illusion de laisser croire aux travailleurs que tout pourra demain changer d'un seul coup. Il faudra passer par une étape de gestion de la crise. » *Syndicalisme* ajoute, bien sûr : « Simple, cette gestion ne sera pas faite dans le sens des intérêts d'une petite catégorie de privilégiés : elle sera faite dans l'intérêt des travailleurs » !

Elle le disait aussi quand, tirant ses conclusions des rencontres avec les partis de gauche, elle écrivait : « L'arrivée de la gauche au pouvoir, pour positive qu'elle soit, ne suffira pas à mettre fin à la crise. Or, les travailleurs n'ont pas été rendus suffisamment conscients de cette situation. » Jacques Moreau ne dit rien d'autre dans son rapport. Il est désormais clair que la direction cédétiste prépare son organisation à une politique d'austérité « de gauche » enveloppée dans un vocabulaire sur la « mobilisation sociale » et « l'autonomie » des travailleurs.

La social-démocratie allemande a quand même du bon

L'opposition de la direction confédérale à la politique social-démocrate de droite pratiquée en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne est connue. Elle se révèle pourtant des plus indulgentes, en soulignant que tout de même, si des sacrifices ont été consentis chez nos voisins, là-bas, du moins, les gouvernements ont consulté les syndicats et les négociations ont abouti sur d'autres questions !

L'opposition des analyses confédérales aux réponses économiques du PCF et conséquemment à celles souvent voisines du CERES, s'est affirmée résolument au cours des mois. Le bureau national a même été jusqu'à voir dans des compréhensions divergentes de la crise la cause profonde de la rupture PC-PS.

Il ne croit pas que des « nationalisations antimonopo-

contraire, le premier enjeu de 1978, de mars et des mois qui suivent, c'est de rétablir un tissu de négociations dans ce pays, à la fois pour défendre les intérêts des travailleurs et sauvegarder la démocratie. » Le contexte ne permet pas, précisait-il, un nouveau Juin 1936 ou une réédition de Mai 1968.

Le rapport que Jacques Moreau présente au conseil national de la CFDT, le 26 janvier, est construit à partir du même constat, de la même inquiétude, de la même recherche du compromis avec la bourgeoisie. Nous analysons dans ce premier article le « nouveau langage » de la CFDT et ses réponses à la crise économique.

listes » mettraient fin au « gâchis » et permettraient une nouvelle logique de croissance : pour lui, c'est sous-estimer la dimension internationale de la crise et risquer de sombrer dans l'autarcie. Cette critique du PCF est juste dans la mesure où celui-ci ne veut pas toucher à l'économie de profit, mais la direction confédérale ne songe pas plus à s'y soustraire.

Dès lors, le « nouvel ordre économique mondial » pour lequel elle prétend lutter n'est que l'acceptation « réaliste » de la crise, la soumission à la bourgeoisie internationale.

Une reprise des arguments bourgeois sur la crise

La direction de la CFDT se démarque de plus en plus des « solutions classiques » de la gauche qui charpentent le Programme commun : la relance de l'économie par l'augmentation de la consommation. Elle souligne les risques d'inflation, qui annulent à court terme les augmentations de salaires et relancent la crise sur une plus grande échelle.

Là encore, le « réalisme » se résume à une plate soumission aux mécanismes de l'économie capitaliste, et à une répétition des arguments bourgeois. La direction de la CFDT prend en compte la notion de « revenus disponibles » qui se partageraient entre la consommation des classes travailleuses et les investissements. Si la première augmente, les seconds sont inévitablement diminués et la crise aggravée.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'elle propose prudemment une augmentation sélective de la consommation. L'idée ne lui vient pas de toucher à un troisième grand fond, celui des dépenses improductives, de l'épargne thésaurisée, utilisée à des fins spéculatives ou sortie du pays. Ce serait mettre en cause la propriété privée, engager résolument la classe ouvrière sur la voie de l'expropriation et de la socialisa-

tion des moyens de production.

Gérer la crise dans l'intérêt des travailleurs ?

Elle propose de peser sur la gestion de la crise pour la surmonter dans un sens favorable aux travailleurs, par la stratégie de « nouveau type de développement ». Il s'agit de peser sur les multiples centres où sont prises les décisions économiques, depuis l'atelier, l'entreprise, la branche et le trust, pour parvenir à une négociation d'ensemble avec le patronat sur sa politique industrielle.

La CFDT met l'accent, à cette fin, sur des revendications « qualitatives » donnant des droits nouveaux aux travailleurs. Ainsi comprend-elle les comités d'atelier et de service comme l'amorce d'un système de contrats à tous les niveaux de l'appareil productif. Reste à démontrer qu'une multitude des pressions et négociations décentralisées peuvent amener les capitalistes à modifier leurs plans d'investissement, la nature des produits fabriqués. La concurrence et la course au profit imposent aux capitalistes, par le biais d'un marché aveugle, le choix de leurs investissements. C'est pourquoi, ils ne peuvent accepter le partage de leurs pouvoirs et n'en négocieront que l'ombre contre un engagement de collaboration.

Hors d'une réponse ouvrière à la crise, les organisations du mouvement ouvrier sont tôt ou tard conduites à abandonner la défense des intérêts des travailleurs. La direction cédétiste si le conseil fédéral la suit, ne fera que reprendre, en l'enrobant d'un verbiage puisé chez le courant Martinat-Rocard, ce que la direction du FS, soucieuse de ne pas donner d'arguments à la campagne du PC sur son « tournant à droite », tait aujourd'hui.

Michel Thomas

Demain : vers un abandon des grandes revendications ?

Villeurbanne : le Front autogestionnaire à l'ombre du PC ?

Claude Bourdet, membre du bureau national du PSU, est candidat du Front autogestionnaire à Villeurbanne.

Constitué autour du PSU et du MAN (Mouvement pour une alternative non-violente) avec la caution de quelques comités anti-nucléaires et écologistes, le Front autogestionnaire présente des candidats aux législatives dans 10 des 13 circonscriptions du Rhône.

S'il se différencie des can-

didats d'Ecologie 78 en appelant clairement à « battre la droite », l'ambiguïté du Front autogestionnaire se situe ailleurs. Essentiellement, dans les rapports instaurés par le PSU (parti politique ayant une orientation précise de soutien critique, sinon à l'Union de la gauche, du moins à sa composante « la plus à gauche » selon lui : le PCF) et divers comités à vocation de masse dont on voit mal comment ils pourraient avaliser la politique du PSU sans perdre leur ca-

ractère et leur vocation d'organisation de masse.

Front autogestionnaire = front du PSU ? Ce danger apparaît clairement sur le Rhône, où 7 sur 10 des têtes de listes du front sont des militants connus... pour leur appartenance au PSU. Mieux, dans la 6^e circonscription, à Villeurbanne, c'est un parachuté du bureau national du PSU, Claude Bourdet, qui mènera la campagne. Ceci est loin de déplaire au PC qui note dans « Le Point du Jour » :

« Le front autogestionnaire constate un certain nombre de points de convergence avec les propositions du PC, notamment à propos des conseils d'ateliers, de l'élection des PDG des entreprises nationalisées, ainsi que sur d'autres mesures économiques, tout en soulignant son désaccord à propos de la force de frappe ». Convergence avec qui ? Avec le PSU, ou avec le Front autogestionnaire ?

l'ambiguïté est jusqu'à présent maintenue

En Lozère

Le plan ORSEC-neige avec des gendarmes qui ne savent pas skier

Mende, de notre correspondant.

« J'avais 15 ans, en 1935, quand il a dû en tomber à peu près autant, mais la saison était plus avancée et elle n'est pas restée longtemps. » C'est un paysan qui m'a accosté pour me raconter. Je suis un peu surpris, car ce vieux garçon, peu bavard, qui ne me dit qu'un bonjour habituellement, ne veut plus me quitter. Nous-mêmes qui sommes nés dans ces montagnes, n'avons jamais vu une telle masse de neige, en particulier dans les vallées.

Sur plus de 2 000 km², elle dépasse un mètre. Cette zone va du nord des Cévennes au mont Lozère et au Vivarais; soit entre Alès, Florac, Mende, Langogne.

Les dégâts sont spectaculaires. Outre les trois morts, ce sont de nombreuses toitures qui sont effondrées. Ici deux bergeries où 150 et 50 moutons ont été écrasés, là une scierie — mettant au chômage technique 60 travailleurs. Il s'agit toujours de bâtiments récents construits avec des matériaux peu adaptés. Les lignes électriques sont emportées sur des centaines de mètres. Des cantons sont privés de courant électrique, certains pour un mois au moins.

La ligne de chemin de fer est coupée. Et surtout peu de routes secondaires sont ouvertes. Les Cévennes sont les plus touchées. Ce week-end, un vent violent, 120 km/h par endroit, a soulevé de grosses tourmentes, accentuant les difficultés, bouchant les routes et empêchant la plupart des sorties à pied.

Plan Orsec ?

Devant cette situation, le préfet de Lozère a décidé de déclencher le plan Orsec-neige. Qu'est-ce à dire ?

Que tous les moyens disponibles sont mis en œuvre pour ramener la situation à la normale. En fait de plan, il s'agit plutôt d'un appel à l'aide des zones voisines pour du matériel ou localement d'une mobilisation des gens disponibles. Le tout dans la plus belle pagaie.

Dans la plupart des brigades de gendarmerie, personne ne sait faire du ski. « Jeunesse et sport » s'est mis à la disposition des secours et a contacté les cadres sportifs, fonctionnaires de diverses associations.

L'un d'entre eux explique : « On nous a demandé si on voulait être volontaires. J'ai accepté. Tout d'abord, ils ont été incapables de nous prêter une paire de skis. Chacun a dû prendre les siens ou en chercher. Ensuite, aucun gendarme ne savait en faire. Nous étions chargés du ravitaillement : du pain, rien d'autre n'était prévu. On nous a cités les hameaux à desservir. Dans le premier, un hélicoptère en avait déjà lâché. Dans le deuxième, les deux seuls vieux étaient au régime sans sel. Nous n'avions rien à leur donner sinon le réconfort. Ils étaient incapables de faire un pas dans cette neige si profonde et nous ne pouvions rien leur dire quant au prochain contact et éventuel secours. »

Les dégagements des routes sont tout aussi anarchiques. Un conducteur de pelle mécanique d'une entreprise privée à qui nous demandons pourquoi il tente de débloquer un hameau coupé par 5 km. de congères dont certaines dépassent cinq mètres de haut et où la tourmente s'est levée : « Ce sont les ordres, complètement fous, en quatre jours on m'a demandé d'aller en quatre endroits différents. J'ai fait quelques kilomètres, à chaque fois sans jamais aller au bout. »

Et ce ne sont pas les travailleurs des divers services qui sont en cause. Aux PTT, la CGT et la CFDT, tout en se déclarant solidaires de

l'action du 20 janvier 1978, décident d'assurer leur service ce jour-là. A l'EDF, alors que l'électricité manque dans une bonne partie du secteur, la petite subdivision de 80 agents paraît bien dérisoire en regard des dégâts, même si à la direction on assure l'avoir complétée par trente agents de l'extérieur. Un hélicoptère et bien sûr le « concours d'entreprises privées ».

L'armée en renfort

Pour le week-end, le préfet a ordonné aux chefs d'établissements scolaires de ne pas laisser partir les élèves en transports collectifs, même dans les endroits où la circulation est normale. Par contre, ils doivent être pris en charge par les parents ou mandataires. Vendredi, le directeur du cabinet du préfet déclarait : « Nos hommes sont aujourd'hui épuisés. Les militaires vont prendre la relève. Par avance, nous les en remercions. »

Samedi, le préfet communiquait à la presse : « Je demande aux habitants de prendre leur mal en patience... Le docteur Blanc, le colonel Crespin et moi-même, nous allons nous rendre par hélicoptère sur les lieux les plus touchés... »

Plus tard, il déclarait : « Le docteur Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, va se tenir informé régulièrement de la situation et est intervenu efficacement auprès des autres ministères. »

Rassurez-vous, braves gens, on s'occupe de vous. Le préfet vient d'inaugurer le groupe électrogène de Villefort. M. Blanc parle de nous à la radio et continue de présider plusieurs fois par jour diverses réunions locales.

Pendant ce temps, dans un haut hameau couvert par la tourmente, on cherche encore du renfort pour ensevelir une vieille dame décédée la semaine dernière.

G. M.



Un village isolé

APPEL DU COLLECTIF RADIO-BASTILLE

Depuis sa première émission en direct avec Radio-Verte et Radio-Libre, le 11 janvier 1978, le projet Radio-Bastille est devenu une réalité. Il s'inscrit dans le cadre de la lutte des radios libres pour leur droit à l'existence en dépit du brouillage de TDF.

Nous voulons que Radio-Bastille soit ouverte aux habitants des quartiers et à leur quotidien, qu'elle donne aussi la parole aux exclus des médias « officiels » (femmes, consommateurs, immigrés...) et aux groupes locaux.

Musicalement, nous voulons faire découvrir autre chose que l'intox insipide des « hit-parades » donner une place à des genres encore marginaux en France (rock, folk, etc.) Il faut réinventer la radio... mais pour que cette expérience vive nous avons besoin de votre aide.

Nous lançons une souscription pour Radio-Bastille. Il nous faut 10 000 F pour commencer dans de bonnes conditions (acheter les dettes, acheter des magnétophones et une table de mixage).

N'hésitez pas à souscrire à partir de 10 F, envoyez vos chèques, sans mentionner le bénéficiaire à Paris-Ecologie XI^e c/o Jacques Alfandari, 29, rue Saint-Maur, 75011 Paris.

Dans le but de nous faire connaître et d'assurer notre soutien politique, nous appelons à une création d'une Association des amis de Radio-Bastille dont la première assemblée générale aura lieu, mardi 24 janvier à 20 h à l'AGECA, 177, rue Charonne, Paris II^e, métro Alexandre-Dumas.

femmes

Avant le procès de mercredi 25 au Mans

SOLIDARITE REGIONALE CONTRE LE VIOL

La campagne régionale de solidarité aux trois femmes violées par le même routier qui les avaient prises en stop à quelques mois d'intervalle, en 1976, rencontre un écho remarquable. Au Mans, la manifestation de samedi dernier a rassemblé 200 femmes environ. A Tours, les groupes femmes ont tenu une conférence de presse pour annoncer un meeting contre le viol pour mercredi 25, jour du procès en assises du violeur. A Rennes, les groupes femmes se sont réunis en assemblée générale pour manifester leur soutien aux trois femmes violées. Mercredi prochain, ce sont tous les groupes femmes de la région qui seront présents devant le palais de justice du Mans à partir de 9 h du matin.

En « manifestant » contre le viol, les femmes expriment leur révolte contre les agressions sexuelles multiples dont elles sont victimes quotidiennement. Ces manifestations sont aussi un des moyens de faire prendre conscience aux hommes eux-mêmes du conditionnement sexuel qu'ils subissent. C'est un moyen de faire évoluer dans son ensemble le mouvement ouvrier.

Claire Bataille

Communiquée des groupes femmes de Rennes

L'ensemble des groupes femmes de Rennes, réunis en assemblée générale le samedi 21 janvier, tient à exprimer son soutien attentif à Martine, Marie-Claire et Nicole ; à dire son horreur devant cette nouvelle agression contre les femmes ; à proclamer sa condamnation d'une violence sexuelle quotidiennement vécue et subie ; à affirmer : son désir de

voir le viol reconnu et dénoncé par la justice comme une atteinte irréversible et intolérable à la personne humaine, sa volonté de lutter pour une solidarité active des femmes et une vigilance accrue, par une prise en charge de tous, hommes et femmes, contre les carences éducatives d'un système social qui mène à ces manifestations de barbarie.

APPEL DES GROUPES FEMMES DU MANS

« (...) Au Mans, le 25/1/78, un homme qui a violé trois femmes passe en assises. A Tours, dernièrement, plusieurs viols et agressions ont eu lieu. Solidaires des femmes violées, les groupes femmes de Tours organisent un débat public à la salle Beaujardin, le 25 janvier, à 20 h 30 (rue Christophe-Colomb et rue Beaujardin) avec comme propositions de discussion : le viol, agression très fréquente, est l'expression la plus violente des multiples agressions que les femmes subissent tous les jours : drague, sifflements, pelotage, etc. »

« Le viol n'est pas le fait de malades mentaux mais l'état exacerbé et caricatural des rap-

ports entre les hommes et les femmes dans notre société. Les images quotidiennes de l'homme viril et de la femme-objet imposées par l'éducation, la publicité, les mass media en général ne sont-elles pas responsables de cette situation ? Les femmes ne veulent plus être considérées comme des accusées lorsqu'elles portent plainte. »

« Quels moyens d'action ont les femmes pour que cessent les viols et qu'elles soient enfin libres de leurs corps, de leur temps, de leurs déplacements ? »

Local des groupes femmes : 14, rue de la Grosse-Tour (près des halles). Permanence-accueil : le samedi de 10 à 12 h.

Les groupes femmes de Tours, solidaires des femmes violées

En réaction au procès du Mans, les groupes femmes de Tours tenaient vendredi 20 une conférence de presse.

Elles ont rappelé ce qu'est un viol : l'œuvre de monsieur tout-le-monde, conditionné à ne considérer les femmes que comme des objets sexuels. Elles ont rappelé

l'attitude odieuse de la justice : femme violée, femme accusée.

Elles ont rappelé que le mouvement des femmes à Tours existe bel et bien, qu'il a des perspectives et des projets. Enfin a été annoncée la tenue d'un meeting contre le viol mercredi 25 janvier à 20 h 30.

Correspondant.

PAU : VERS UNE MAISON DES FEMMES

Depuis deux ans à Pau, le mouvement des femmes rencontrait de nombreuses difficultés et n'arrivait pas à se structurer. Pourtant de nombreuses femmes s'étaient mobilisées à plusieurs occasions (campagne sur le viol en février 1977 par exemple).

Il semble que la mobilisation pour obtenir un centre de femmes puisse fournir l'occasion au mouvement de retrouver un second souffle. Il y a quelques jours, 60 femmes environ assistaient à une assemblée convoquée par les trois groupes femmes (facs, école normale, quartier du Hédas) pour obtenir une maison des femmes sur la ville.

Parmi elles, des femmes actuellement dans les groupes bien sûr mais aussi bien d'autres pour qui cette assemblée générale a été la première occasion de rencontrer le mouvement des femmes. De nouveaux groupes de femmes sont par ailleurs en train de se constituer, à l'hôpital psychiatrique par exemple. Ainsi la campagne pour le centre de femmes, décidée à cette AG s'ouvrira par une pétition qui sera remise à la municipalité PS.

Un débat va s'ouvrir dans les groupes sur la conception de cette maison des femmes.

Pour avoir des informations : contacter : librairie l'Étincelle 30, rue Pasteur à Pau.

Correspondant

et pourtant elle tourne

• Etre trotskyste aux Etats-Unis

Le journal « le Monde », daté du dimanche et lundi 22-23 janvier, présente, sous forme d'une interview d'une de ses dirigeantes, la réalité du trotskysme aux Etats-Unis. Le journaliste s'entretient avec Debby Tarnopol, dirigeante du Socialist Workers Party (organisation trotskyste empêchée par le Voorhis Act d'adhérer à la IV^e Internationale), sur l'histoire et l'activité de son organisation. « Le SWP, remarque le journaliste » a réussi, au contraire, à gagner une frange de ces jeunes générations, notamment parmi les étudiants.

Les trotskystes américains semblent finalement mieux se porter que le vieux parti communiste, malgré le soutien récent apporté à ce dernier par des célébrités telles qu'Angela Davis... L'entretien se poursuit en présentant les activités des militants trotskystes américains dans les luttes de femmes, des minorités, du mouvement anti-nucléaire et dans les luttes ouvrières récentes.

• Des journalistes étrangers interpellés en Afrique du Sud

Cinq correspondants de presse étrangers et deux photographes noirs ont été interpellés et retenus pendant deux heures par la police, dimanche après-midi, dans la cité africaine de Soweto, après avoir assisté à meeting de plus de 2000 opposants noirs au gouvernement. Les journalistes étrangers ont été relâchés mais les deux photographes noirs sont encore détenus. Le meeting s'est terminé par le vote de deux résolutions demandant la poursuite du boycott des cours pour exiger la fin de la ségrégation raciale pour l'éducation et le rejet des élections organisées le mois prochain à Soweto par les autorités blanches. Les participants ont catégoriquement rejeté les conseils de communautés, municipalités sans pouvoir que le gouvernement veut imposer à Soweto et qui doivent être élus le 18 février.

• Indonésie : l'armée prend position à Djakarta

Le gouvernement indonésien a décidé lundi d'interdire deux autres journaux, portant ainsi à huit le nombre de publications ne pouvant plus paraître, parmi lesquelles les principaux quotidiens du pays. Les quotidiens touchés lundi par cette mesure appartiennent au président de l'association des journalistes.

Ces fermetures de journaux interviennent à quelques semaines de l'élection présidentielle et font suite aux nombreuses manifestations étudiantes en Indonésie ces derniers mois, au cours desquelles les étudiants ont dénoncé la corruption et l'injustice sociale en rendant responsable le général Suharto. Ils ont demandé des changements à la tête de l'Etat. L'armée vient d'ailleurs de procéder à de nombreuses arrestations dans les universités. L'armée quadrille les universités, soldats et blindés ont pris position dans les rues de la capitale. Le général Makmum Murod, chef d'état-major, a donné l'ordre à ses hommes de se tenir prêts à toute éventualité.

• Journée de solidarité avec Anatol Chrtcharanski

Une journée de solidarité avec Anatol Chrtcharanski, mathématicien juif soviétique emprisonné depuis un an et qui risque la peine de mort pour « trahison », se déroulera le 29 janvier à Paris à l'initiative du Comité de défense de Chrtcharanski.

Les différentes manifestations prévues auront lieu au centre Rachi, 30 boulevard du Port-Royal (XIV^e). Il y aura notamment :

- Une table ronde sur l'histoire de l'antisémitisme en URSS dirigée par l'écrivain Albert Memmi ;
- Un débat sur le thème « Liberté et répression en URSS » auquel participeront, entre autres, Michel Foucault, Gilles Martinet et Jean Elleinstein. Il y a ura d'autre part des projections de films et une exposition de peinture réunissant des œuvres offertes par leurs auteurs comme contribution à l'action de solidarité avec Chrtcharanski.

• Atypique, mais normal...

« Rien ne permet de mettre en doute la thèse des suicides de Baader, Raspe et Ensslin », ont déclaré lundi à Stuttgart devant la commission parlementaire d'enquête du Bade-Württemberg les médecins légistes Armand André (Belgique) et Hans Peter Hartmann (Suisse) qui avaient assisté aux autopsies.

Selon le professeur André, Baader, pour se suicider, a tenu le canon de son pistolet de la main droite l'appliquant ainsi sur l'arrière de la tête et il a appuyé sur la gachette de la main gauche. Le médecin-légiste a ajouté que des traces de sang et de poudre avaient été décelées sur la main droite de Baader. Il a ajouté aussi que rien ne permettait de conclure à l'intervention d'une tierce personne à laquelle Baader aurait résisté, Baader s'étant suicidé en position assise.

Il a qualifié ce « suicide » d'« atypique », tout en faisant état de cas analogues. Les médecins-légistes ont par ailleurs défini le suicide de Raspe comme « classique », de même que la mort par pendaison de Gudrun Ensslin.

Le conflit vietnamo-cambodgien REGAIN DE TENSIONS

Le ton monte à nouveau entre les régimes vietnamien et cambodgien. S'il n'y a apparemment pas d'opérations militaires de très grande envergure et si les positions sur le terrain des uns et des autres ne semblent pas notablement modifiées, les combats n'en sont pas moins meurtriers. Les deux capitales dénoncent les incursions commises sur leur territoire par les forces ennemies et Hanoi déclare avoir, la semaine dernière, anéanti un bataillon khmer de 1 000 hommes qui aurait pénétré dans la province vietnamienne de An Giang. La polémique politique continue elle aussi de s'envenimer.

La Voix du Kampuchea annonce pour sa part que les affrontements en cours ne relèvent pas « d'un problème frontalier qui pourrait être résolu par des négociations mais d'une guerre nationale pour la défense de l'indépendance du Cambodge menacée par l'expansionnisme vietnamien ». Radio-Phnom Penh fait par ailleurs état de déclarations « d'officiers vietnamiens » capturés au Cambodge qui confirmeraient les volontés annexionnistes de Hanoi, déclarations qui semblent tomber trop à propos et aller trop loin pour être complètement crédibles : on y apprend en effet que chaque bataillon vietnamien comprendrait 4 à 5 militaires soviétiques et chaque régiment une vingtaine qui auraient changé de nom pour cacher leur identité.

Ces dernières « révélations » sont probablement destinées à provoquer l'attention de Pékin. La direction chinoise affiche actuellement beaucoup plus ouvertement son soutien au PCK. Au lendemain de sa visite à Phnom Penh, en elle-même déjà spectaculaire, Mme Teng Ying-chao a en effet déclaré que la « juste cause » du peuple cambodgien engagé dans



« Une partie de la commune An Phu, district Bay Nui, complètement rasée la nuit du 30 avril 1977 » Photo et légende diffusées par l'ambassade du Vietnam à Paris.

« la défense de l'intégrité territoriale de son pays » gagnait une sympathie croissante à l'étranger. Pour la première fois, la vice-présidente de l'Assemblée nationale chinoise a directement dénoncé, selon l'AFP, « l'agression vietnamienne » et la presse de Pékin a mis explicitement en cause le rôle de l'URSS jugée responsable de l'éclatement du conflit.

La presse vietnamienne a elle aussi durci le ton. Le principal quotidien du pays, le *Nhan Dan*, a qualifié dans un éditorial les autorités cambodgiennes de « réactionnaires », ce qui n'avait jamais encore été officiellement le cas. La rédaction avertit ces dernières que « la patience a des limites » et qu'elle ne doit pas être confondue avec « de la faiblesse ». « Il est une autre chose que savent les dirigeants réactionnaires cambodgiens : ce sont eux qui devront répondre devant leur peuple des conséquences déjà créées et de celles qu'ils créeront encore par leur politique aventuriste et aveugle », affirme le journal en rejetant une nouvelle fois la responsabilité de l'échec des négociations sur Phnom Penh.

Comme pour souligner la gravité de la situation, le général Giap et plusieurs autres dirigeants nationaux du PCV se sont rendus récemment dans les provinces méridionales du pays. La situation reste donc explosive et aucun accord ne semble prêt d'être négocié entre Phnom Penh et Hanoi.

Pierre Rousset

Des ambassadeurs scandinaves à Phnom-Penh

Les trois ambassadeurs de pays nordiques, en poste à Pékin, qui s'étaient récemment rendus à Phnom Penh ont déclaré, lors d'une conférence de presse, que la capitale cambodgienne ressemblait à une « ville fantôme ». Leur témoignage confirme le caractère extrêmement « radical » des mesures prises au lendemain de la victoire d'avril 1975 par la direction du PCK. Après avoir été vidée de ses résidents Phnom Penh aurait maintenant au maximum une vingtaine de milliers d'habitants et aurait été partiellement rendue à l'agriculture. L'argent a été supprimé et les transports en commun, les postes et le commerce n'ont toujours pas été remis en état, à l'exception d'un magasin destiné aux quelques diplomates présents. Aucun signe de mobilisation militaire n'était visible.

Cette description rejoint celle de l'ambassadeur suédois de Bangkok qui s'était rendu en « visite privée » au Kampuchea, qui en était revenu, lui, laudatif : « La révolution cambodgienne, a-t-il déclaré, est un fait sans précédent : elle surprend et elle fascine. L'économie fiduciaire a été supprimée (...) Au Cambodge, la vie rurale a été transférée dans les villes et les villes ont été transférées dans les campagnes. »

« UNE GUERRE CRIMINELLE »

Une déclaration de la IV^e Internationale sur le conflit vietnamo-cambodgien

Une déclaration du bureau du secrétariat unifié de la IV^e Internationale sur le conflit vietnamo-cambodgien est publiée dans le numéro de la revue *Inprecor/Intercontinental Press*, daté du 20 janvier. Nous en publions ci-dessous de larges extraits.

Après avoir souligné la gravité et la portée des affrontements entre le Vietnam et le Kampuchea, la déclaration revient sur le cadre historique sans lequel il n'aurait pu naître : la victoire du stalinisme en URSS et ses conséquences internationales : le conflit sino-soviétique.

« Le poids international du stalinisme et la formation stalinienne des directions vietnamienne et cambodgienne expliquent pour une part l'ampleur du réveil des nationalismes en Indochine. Du fait aussi des antagonismes historiques exacerbés volontairement par l'impérialisme, du moule façonné par plus de trente années de luttes de libération nationale longtemps isolées et, aujourd'hui, en raison des déformations bureaucratiques profondes qui caractérisent ces régimes, aucune des directions — vietnamienne, laotienne ou cambodgienne — n'a

échappé à cette évolution. Le rejet de principe par la direction cambodgienne de toute forme de coopération réelle entre les trois pays indochinois, la fermeture des frontières du pays, le nationalisme exacerbé qui caractérise son orientation politique en sont l'expression la plus extrême et sont certainement pour une part dans la violence du conflit actuel. Mais chacun de ces régimes est caractérisé — bien qu'à des titres divers — par de profonds traits nationalistes.

« A l'heure où les partis « eurocommunistes » viennent renforcer les illusions réformistes dans les « voies nationales au socialisme », le danger est grand de voir l'Indochine, après avoir été un ferment d'internationalisme pour des générations politiques, devenir le symbole d'un triomphe prétendument inévitable des chauvinismes nationaux. Il faut au contraire lutter sans relâche pour la renaissance d'un véritable internationalisme révolutionnaire et donc œuvrer à la construction de son instrument irremplaçable : l'Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste.

« Il faut affirmer qu'il en va

de l'intérêt des masses travailleuses indochinoises qu'une coopération croissante à tous les niveaux — économique, militaire et politique — s'engage entre le Vietnam, le Cambodge et le Laos : c'est ainsi qu'ils pourront rassembler leurs forces face à l'impérialisme en vue de relever leurs ruines.

« Cependant une telle coopération ne saurait être imposée ; les structures fédératives qui lui sont nécessaires ne peuvent naître que de la mobilisation révolutionnaire des masses indochinoises dans le strict respect des droits des minorités à disposer d'elles-mêmes. C'est en cela que la lutte pour l'internationalisme est intimement liée au combat pour l'établissement d'une véritable démocratie socialiste au Vietnam, au Kampuchea et au Laos, pour l'instauration du pouvoir des conseils ouvriers et paysans dans des Etats unis socialistes d'Indochine. Aucune des directions indochinoises ne peut avancer un tel programme de démocratie socialiste.

« Mais la question la plus urgente qui est aujourd'hui posée par l'éclatement de ce

conflit est celle de l'arrêt immédiat des affrontements armés. Il est encore impossible de porter un jugement définitif sur les responsabilités directes qui incombent aux diverses parties en cause dans la dégradation du différend frontalier entre le Vietnam et le Cambodge. Le monopole total exercé sur l'information par chacun des régimes et leur pratique systématique de la diplomatie secrète — qui vont toutes deux à l'encontre des traditions léninistes — constituent évidemment un obstacle de taille dans cette voie. Mais ceux qui ont pris hier et prendraient demain l'initiative de l'usage des armes devront en porter la responsabilité devant les masses indochinoises et le mouvement ouvrier mondial.

« Il est criminel d'engager les populations vietnamienne et cambodgienne dans des affrontements sanglants au nom d'un différend frontalier, et le tout au nom du socialisme ! L'usage des armes doit être banni du règlement d'un tel problème. La question frontalière doit être réglée par la voie d'une négociation menée de manière ouverte et publique.

Le 16 janvier 1978 »

LES ELECTIONS SYNDICALES EN EUZKADI

De notre correspondante en Euzkadi.

Les élections syndicales se sont ouvertes il y a une semaine en Euzkadi. Elles ont eu lieu du 16 au 21 janvier en Biscaye et se dérouleront du 26 janvier au 6 février en Navarre, du 20 janvier au 3 février en Alava et du 23 janvier au 30 janvier en Guipuzcoa. Une seule grande entreprise a déjà voté, la Babcock-Wilcox, afin de réunir sa commission représentative qui aura la dure tâche de négocier la restructuration des effectifs. Si ces élections sont encore une inconnue, surtout dans une province comme le Guipuzcoa, on peut voir cependant leurs principales caractéristiques.

Quelle implantation syndicale ?

1) Les syndicats traditionnels : les deux grands syndicats historiques, ELA et CTUV (dans ses deux variantes Eibar et Lejona) et l'UGT sont numériquement les syndicats les plus importants. Le premier en nombre d'affiliés étant ELA, plus de 100 000, puis l'UGT, environ 90 000. Bien qu'aucun chiffre précis ne soit connu. Les élections syndicales risquent de ne changer en rien cette réalité. ELA syndique le prolétariat nationaliste PNV des grandes usines du Guipuzcoa et Biscaye (800 à la General Electric, 700 à la Babcock-Wilcox, autant à Altos Hornos de Biscaya, etc.) et est largement majoritaire dans la moyenne et petite industrie, très importantes dans les zones rurales où le poids du PNV est très fort. Son implantation est moindre en Alava et Navarre où le prolétariat, plus jeune, a rejoint les syndicats de classe. L'UGT est aussi très fortement implantée sur la rive gauche du Nervion de Bilbao et dans des zones de vieux prolétariat de Guipuzcoa comme Eibar. Mais l'UGT n'est pas une organisation syndicale homogène. Dans certaines zones, elle a été développée et est animée par des courants gauches, en Navarre et une zone de Durango en Biscaye par des militants LKI (ex-LC) et en Alava par des militants lambertistes (bien que cas tout à fait exceptionnel). Ainsi il ne faudra pas identifier un UGT = un PSOE, comme d'ailleurs un Commissions ouvrières = un PC, mais voir dans chaque cas qui a été élu.

Le point commun de ces deux syndicats est que, bien que majoritaires numériquement, ils n'ont pas joué et ne jouent pas un rôle significatif dans les luttes en Euzkadi — et cela surtout pour ELA.

L'USO regroupe près de 20 000 affiliés.

2) Commissions ouvrières. Les Commissions ouvrières, comptent environ de 70 000 affiliés. C'est le syndicat le plus également réparti dans les quatre provinces et surtout qui regroupe les leaders des luttes de ces dernières années. C'est un fait incontestable et qu'il ne faut pas perdre de vue. Sorti le dernier de la clandestinité (n'oublions pas que son premier congrès fut interdit l'année dernière et aucun n'a eu lieu depuis) le plus fortement réprimé, qui s'est transformé en syndicat plus récemment. En août dernier, la direction du PC prenait bureaucratiquement la tête de la fédération d'Euzkadi, écartant de toutes les responsabilités les militants de l'ex-courant unitaire (MCE-LKI) qui se dissolvait en tant que tendance mais continuait en son sein la bataille pour l'unité et la démocratie syndicale. Mais ce « coup d'Etat » a fortement démoralisé de nombreux travailleurs combattifs qui ont rejoint, ces derniers mois, l'UGT, d'apparence plus démocratique, ou un syndicat révolutionnaire comme LAB. Le résultat des Commissions ouvrières à ces élections devront être étudiés minutieusement, car, malgré la main mise bureaucratique de la direction du PC, elle ne pourra pas empêcher



l'élection de nombreux militants révolutionnaires de l'ex-courant unitaire, prestigieux, même dans des zones de forte implantation PC, comme la rive gauche de Bilbao. L'exemple de la Babcock-Wilcox nous le montre.

3) Les syndicats révolutionnaires. Le plus important est de loin LAB, lié aux secteurs nationalistes radicaux, animé par des militants de EIA et LAIA, adversaires du pacte de la Moncloa. Il a refusé les décrets-lois sur les élections syndicales et ses résultats ne vont pas être négligeables surtout en Guipuzcoa. Le Syndicat unitaire, minoritaire, est limité aux zones d'implantation traditionnelle de l'ORT, en Navarre et en Guipuzcoa (la zone de Tolosa). La CSUT et la CNT sont pratiquement inexistantes. La CNT, pour sa part, ayant appelé au boycott.

La Babcock-Wilcox : discipline de vote

C'est la seule grande usine qui a déjà voté, et son exemple est signi-

ficatif. D'abord la direction patronale menace de faire opposition aux élections qui n'ont pas respecté les décrets-lois. En effet, c'est l'assemblée qui rejetant les décrets, a décidé la forme des élections : collège unique alors que le décret impose plusieurs collèges où après présentation des diverses positions et débats, l'assemblée adoptait une liste ouverte et proportionnelle (alors que le décret impose les listes bloquées et proportionnelles ce que défendent partout l'UGT et ELA). Les confédérations d'Euzkadi, les Commissions ouvrières, l'UGT et ELA avaient demandé à leurs sections respectives de la Babcock-Wilcox, d'accepter le décret. Celles-ci, unitairement, ont refusé. Le rapport de forces dans l'entreprise était : UGT 1 600 affiliés, ELA 800 et Commissions ouvrières près de 1 000, LAB 200, Syndicat unitaire 100. Mais le poids dans les luttes passées et actuelles de ELA et l'UGT, majoritaires numériquement, est insignifiant par rapport à celui de Commissions ouvrières. Toutes les directions syndicales de l'entreprise à l'except-

tion de celle de Commissions ouvrières ont appelé leurs militants à la discipline de vote, ce qui explique les résultats : 7 UGT, 4 Commissions ouvrières, 3 ELA, 2 LAB. Faible représentation des Commissions ouvrières, quand on connaît leur rôle dans l'actuel conflit. Mais il ne faut pas s'arrêter aux simples chiffres des listes mais voir qui a été élu. A part ELA qui n'a pas de contradictions internes, l'UGT, sur sept élus : trois PSOE et quatre indépendants, militants de gauche combattifs dont Azu, un des fondateurs de EIA. Pour les Commissions ouvrières, sur quatre élus, deux ex-courant unitaire, les camarades Tapia et Luis Miguel Pariza, et deux militants du PC qui s'opposent continuellement à la politique que veut leur imposer la direction PC dans la lutte. Le militant qui a obtenu le plus de voix sur les listes Commissions ouvrières — et de loin — est Pariza, militant bien connu de la LKI. Et ensuite LAB a eu deux élus.

L'exemple de la Babcock illustre bien les principaux traits que vont avoir les élections en Euzkadi. Les

syndicats qui auront le plus de voix n'ont pas de poids significatif dans les luttes et pour ELA aucun, les syndicats traversés par de forts courants gauches et malgré la main mise des bureaucraties syndicales, de l'UGT et des Commissions ouvrières, verront élire des militants révolutionnaires : et un appel ferme des directions syndicales à la discipline de vote, qui interdit d'élire ceux qui méritent le plus la confiance des travailleurs, indépendamment de leur appartenance à un autre syndicat ou à aucun syndicat.

G. Bengochea

EIA : parti politique nationaliste révolutionnaire proche politiquement d'ETA V (poli-mili).

LAIA : organisation nationaliste révolutionnaire basque.

ORT : Organisation révolutionnaire des travailleurs (maoïste).

CSUT : Confédération des syndicats unitaires de travailleurs, syndicat dirigé par le Parti du travail (maoïste).

CNT : Confédération nationale du travail (anarcho-sindicaliste).

ELA : syndicat basque proche du Parti nationaliste basque modéré.

Grève générale de 48 heures au Pérou

La plus grande grève générale de l'histoire du Pérou s'est déroulée le 19 juillet dernier pour riposter contre le plan du gouvernement du général Morales Bermudez qui, sur l'injonction du Fonds monétaire international (FMI), avait procédé à des augmentations générales des prix tout en pratiquant le blocage des salaires.

Des dizaines de morts, un nombre indéterminé de détenus, 5 000 travailleurs licenciés pour fait de grève, des concessions minimales de la part de la Junte militaire, tel était le bilan de cette grève. Un bilan si mince que la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) dirigée par les communistes, a dû s'employer dans les mois qui ont suivi pour empêcher la répétition de cette grève générale, dans l'espoir d'amener le gouvernement à la négociation.

Aujourd'hui, c'est à l'appel d'une quarantaine de centrales syndicales que le mot d'ordre de grève générale est lancé. Cette grève générale exprime à la fois la forte poussée du mouvement ouvrier, nullement brisé ni démoralisé par l'échec relatif de ses dernières luttes mais aussi la préoccupation de certaines organisations de faire une démonstration de force au cours d'une

année où doivent se dérouler de nouvelles élections pour une assemblée constituante. C'est le cas du PC qui anime la CGTP, mais c'est aussi le cas du PSR (Parti socialiste révolutionnaire) qui dirige la CTRP-Lima (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne, créée par le régime, en 1968 sous la présidence de Velasco Alvarado, elle s'est en partie radicalisée depuis). Sans oublier la Démocratie chrétienne qui influence de manière décisive la CNT (Confédération nationale des travailleurs).

Mais il ne faut pas s'y tromper, la grève n'a pas seulement pour fonction de remettre en selle des organisations que le régime militaire avait maintenu en marge des institutions.

Elle est aussi l'affaire de la Confédération paysanne du Pérou (CCP) influencée par les centristes du groupe Vanguardia revolucionaria très minoritaires face à la Confédération nationale agraire créée par le régime, et des nombreuses fédérations syndicales indépendantes qui ne sont rattachées à aucune centrale nationale, comme c'est le cas pour les mineurs, les travailleurs des brasseries, les pêcheurs et les enseignants...

C. P.

A la suite de la victoire des 1300 grévistes de la faim

LES LIBERTES SYNDICALES RETABLIES EN BOLIVIE

Le gouvernement militaire bolivien lèvera mardi prochain l'interdiction qui pèse depuis novembre 1974 sur le libre exercice des activités syndicales dans le pays. Le colonel Mario Vargas Salinas, ministre du Travail, a annoncé que le général Hugo Banzer, chef de l'Etat bolivien signera mardi un texte dans ce sens.

A compter de ce jour, les différents syndicats pourront commencer leur réorganisation et procéder à l'élection de leurs dirigeants « conformément à la loi ». Cette mesure a été décidée selon le colonel-ministre du Travail « en raison du climat de paix qui règne dans le pays »...

Depuis que le gouvernement militaire a annoncé « le processus de démocratisation », le 9 novembre dernier, tous les partis politiques ont réclamé avec insistance le rétablissement des libertés syndicales. Ces libertés figuraient également au nombre des revendications des 1 300 grévistes de la faim de ces dernières semaines. Les plus importants dirigeants de la Confédération

nationale des entreprises privées (CNEP), regroupant une bonne partie du patronat bolivien, se sont également déclarés favorables au rétablissement des libertés syndicales.

Le retour mesuré et contrôlé à un régime constitutionnel, que les militaires comptaient organiser pour ces prochains mois, semble avoir pris une dynamique qui leur échappe des mains. Il faut voir là une importante victoire du mouvement ouvrier et tout particulièrement de la Fédération des mineurs (TSTMB, clandestine) qui a orchestré, depuis la grève générale du 21 novembre dans les mines, la campagne pour l'amnistie sans restriction, le retour des exilés, le rétablissement des libertés syndicales et politiques et le retrait de l'armée des zones minières. A la suite de la grève de la faim qui a fini par obliger le gouvernement à céder, il ne reste plus qu'une seule revendication de cette épreuve de force à n'avoir pas été satisfaite : le retrait de l'armée des mines. Pour combien de temps encore ?

C. P.

Reprendre Brecht à zéro

Au bout d'une scène obscure, un journaliste veille, par sa présence, à ce qu'il soit bien compris que Brecht fait de ce qui va suivre, quand tous les spectateurs seront assis, une affaire personnelle. Assise, adossée à un mur, une poupée de chiffon agonise : un héros.

Entre, suivi de sa bourgeoisie résignée aux couleurs du deuil, un capitaliste allemand. Il prend sa fille sur ses genoux pour mieux lui hurler dans les oreilles que son fiancé porté disparu à la guerre de 14 ne reviendra pas. L'explorée ne se fait pas aisément à cette idée nouvelle, car l'autre, celle de l'attente du héros est d'un sentimental exquis. Mais d'un grand anachronisme aussi : la société n'a plus d'emploi pour les vierges romanesques. Le capitaliste, fabricant de corbeilles de munitions, veut se reconverter en magnat du berceau. Il lui faut s'associer un gendre de chair et d'os.

L'oiseau rare a le teint plombé comme un cercueil, mais sûrement moins que les prolétaires crevés à la baïonnette, et si, embusqué, il ne dessouda personne, il a toute l'arrogance d'un exploitateur de fer.

La fille finit par se convertir à l'idée des fiancailles, au « réalisme » : quel gueuleton ! Le rôti ficelé est gros comme un tronc et la bouteille pisse le sang comme un égorgé. Pendant que dans la nuit les ouvriers de Berlin attaquent le quartier des jour-

neaux. C'est à croire que toute noblesse a déserté ce bas monde !

Mais détrompez-vous : survient, hâve, tête bandée, flottant dans sa capotte, le héros disparu.

Il expectore ses grands sentiments. C'est confus comme un gargouillement sanglant à la lèvre d'un mourant.

Les bruits de l'insurrection n'ont pas plus d'éloquence, mais à cause d'eux ce beau monde ne s'entend plus parler. Le héros, en désespoir d'on ne sait quelle cause, décide de courir à sa perte, aux barricades sur lesquelles parle Rosa-la-rouge.

Une putain au grand cœur et un garçon de café lyrique exhortent le soldat saoul. Il avance. L'enthousiasme gonfle les poitrines. Mais la marche de ce héros de théâtre parti courir à une grande perte, s'achève, minable, dans un banal lieu de perdition, au milieu des putains et des ivrognes qu'il quittera au petit matin, suivi de sa promesse rendue salie, pour aller cuver son vin. Pendant que les comédiens quittent la scène tirant derrière eux la poupée de chiffon.

Mise en scène avec toute la vigueur et l'humour noir qu'elle réclame par Yvon Davis, cette pièce de Brecht est une farce ignoble où les « nobles pensées » qu'affecte la bourgeoisie, cette bouchère, sont roulées dans la boue des tranchées, des rues dépravées, d'un monde ébranlé jusqu'à la moëlle.

Jean Semperay

TAMBOURS DANS LA NUIT



Soldat allemand revenant de la grande boucherie impérialiste

spots

• Point de départ du nouveau cinéma suisse

Jusqu'au 28 janvier on pourra apprécier à la Porte de la Suisse (11 bis rue Scribe, Paris IX^e, métro Opéra) une sélection de courts métrages représentatifs du nouveau cinéma suisse. Il s'agit notamment d'œuvres réalisées avant la « percée » internationale qui a suivi « Charles mort ou vif ». On a ainsi l'occasion de voir les premiers travaux de cinéastes tels que Tanner, Goretta, Soutter, Schmid, Reusser, ainsi que d'autres moins connus en France tels que Brandt, Yersin, Champion Kovach, Schlumpf, Murer, Gonseth, Ammann, Dindo, Hassler, etc.

• Stages pour un cinéma d'intervention

La réalisation de films en super-huit est un moyen d'expression adapté à un type de cinéma d'intervention (actualité, reportages, événements politiques, vie quotidienne) d'un coût relativement modeste tout en permettant des réalisations de qualité.

Dans ce but, des stages de formations sont proposés par Audio-Pradif (pratique et diffusion de l'audiovisuel) pour faciliter la prise en main de l'outil cinématographique. Ils se font autour d'un thème dont la réalisation est le résultat d'une réflexion et d'une pratique collectives. Des groupes peuvent également solliciter des stages sur des sujets qui les concernent. Prochains stages : thème « l'image de la droite et de la gauche avant les élections », les 28 et 29 janvier (prise de vue) et les 11 et 12 février (montage) ; thème « l'écologie », les 25 et 26 février et 4 et 5 mars. Audio-Pradif, 14 rue de Nanteuil, Paris XV^e, tél : 633.84.13 (le matin).

• Une rencontre des travailleurs du spectacle à Rome

Une rencontre regroupant des travailleuses italiennes du cinéma et du théâtre a eu lieu il y a quelques jours à Rome, convoquée par la Federazione Lavoratori Spettacolo (CGIL-CISL-UIL) et la Società Attori Italiani. Sont intervenues des déléguées syndicales et culturelles de la Démocratie chrétienne, du PCI et du PSI, des actrices et des militants féministes.

La condition subordonnée de la femme, aussi criante dans le spectacle que dans les autres sphères de la société et du monde du travail, a été vigoureusement dénoncée. Sur environ 70 000 travailleuses du spectacle, il n'y a que 10 000 femmes, dont 80 % dans les niveaux inférieurs de la production. Sur les huit théâtres Stabili d'Italie, un seul est dirigé par une femme. Au cinéma, sur 237 metteurs en scène, il n'y a que trois femmes ; sur 290 scénaristes, il n'y a que 10 femmes ; sur 190 critiques, les femmes ne sont que 10. Cette situation a suggéré la formation d'un regroupement des travailleuses du spectacle. Parmi les propositions de lutte avancées, il y avait aussi place pour des auto-critiques jugées nécessaires. Ainsi, Patria Carrano (auteur d'un essai, « Malafemina — la femme dans le cinéma italien ») a dit : « il est vrai qu'il y a peu de place pour les femmes dans le monde du spectacle et dans le cinéma en particulier. Mais soyons conscientes que les quelques réalisatrices italiennes, toujours préoccupées de choisir des thèmes « neutres » quand ils ne sont pas carrément mysogines, lorsqu'elles doivent prendre une actrice pour leur film, préfèrent les étrangères, commercialement plus sûres. » Exemple, Liliana Cavani, dont les têtes d'affiches s'appellent Charlotte Rampling, Britt Ekland, Dominique Sanda. Quand aurons-nous en France une initiative semblable à cette rencontre des travailleuses du spectacle ?

Les reglements de compte du jeune Brecht

• Entretien avec Yvon Davis, metteur en scène de « Tambours dans la nuit » au théâtre de Gennevilliers.

« Tambours dans la nuit » est sa seconde pièce et, déjà, Brecht abandonne la voie dans laquelle il s'était engagée avec « Baal », sa première œuvre, drame du subjectivisme rayonnant, de la fascination égotiste où Brecht se projetait dans la mise en scène du personnage du poète maudit. Aujourd'hui, le drame existentiel succombe sous la poussée d'un événement de portée universelle, la révolution de 1918 en Allemagne. Mais cet événement ne parvient pas toutefois à envahir le théâtre de Brecht. Il reste à la lisière de la scène. Comme Brecht qui assistera en spectateur à quelques réunions de soldats et d'ouvriers, mais qui ratera son rendez-vous avec l'événement. Yvon Davis précise : « Œuvre d'un jeune homme dont la révolte n'a connu encore qu'une inscription littéraire « Tambours dans la nuit » raconte un rendez-vous manqué avec l'histoire. »

Dans le septicisme dont cette pièce est empreinte, il y a la marque du profond désarroi dans lequel le petit bourgeois Brecht se trouve plongé par l'échec de la révolution de 1918. Mais il y a encore autre chose d'intéressant : « Brecht règle ses comptes avec ce qu'il appelle le « pathos expressionniste », le théâtre idéaliste de gauche, qui envahissait les scènes d'alors, avec ses « passions », ses « drames à stations » racontant le calvaire d'un homme figurant l'humanité souffrante aux prises avec la barbarie moderne. » Le personnage principal de « Tambours dans la nuit », sorti en droite ligne du théâtre expressionniste, ce soldat qui a souffert mille morts dans les tranchées, puis dans un camp

de prisonniers, pour se découvrir à son retour évincé par un rival, connaîtra-t-il enfin le repos du guerrier ? Non. La révolution est déclenchée. Vivre alors, c'est combattre : ce héros de théâtre ne parviendra pas à rejoindre les révolutionnaires qui se battent dans le quartier des journeaux de

Berlin. Conclusion : le théâtre expressionniste passe à côté de l'histoire.

Critique littéraire et critique de l'économie politique

Yvon Davis souligne l'importance de cette critique

littéraire. « Sur ce patrimoine rasé, Brecht, ultérieurement, pourra ambitionner de trouver les moyens d'un théâtre qui ne serait plus fasciné par l'image idéaliste, ahistorique de l'éternelle individualité souffrante ; un théâtre qui ne passerait plus à côté de l'histoire. »



Demi-vierge romanesque et libre entrepreneur entreprenant



« Certes, avec « Tambours dans la nuit », nous n'en sommes pas encore à fonder un nouveau théâtre. Mais dans sa jeunesse fureur iconoclaste, contre les songes-cieux romantiques de nombre de ses contemporains, Brecht prend en charge l'événement de la révolution allemande. » Mais de même que lui-même n'a pas su la servir, son théâtre ne sait trop qu'en faire. « Sa troisième pièce, « Dans la jungle des villes », tendra à parler de la lutte des classes. Ce qu'enfin, il parviendra à faire la fois suivante, avec « l'Homme pour l'homme », où sont présents tous les éléments du théâtre prophétique brechtien. Entre - temps, Brecht aura découvert Marx au terme d'un cheminement intellectuel, à la faveur de lectures qu'il entreprend pour comprendre la crise allemande. »

Si l'importance de cette découverte pour l'œuvre ultérieure n'échappe à personne, il faut souligner qu'elle n'advient pas dans un esprit vierge de toutes ces préoccupations qui vont faire le théâtre du Brecht de la maturité, le théâtre historique. « Ainsi, dans « Tambours dans la nuit », la putain et le garçon de café représentent cette partie du public dont Brecht fustige les penchants pour le

mélo. En mettant le public en scène, il le déçoit dans ses espoirs d'identification sentimentale. » Le héros, à un moment, se tourne vers la putain et le garçon de café et leur dit : « Ne me regardez pas avec des yeux si romantiques. » « Déjà, Brecht revendique ici, sans savoir comment l'obtenir, pour un théâtre qui soit lieu d'analyse et pour un public qui s'instruit. »

En finir avec le populisme en art

« Déjà, avec « Tambours dans la nuit », Brecht signifie par l'exacerbation de son ironie son opposition radicale au vérisme, au naturalisme, ces avatars du populisme en art. Brecht affirme que le théâtre n'est pas le lieu d'une reproduction du réel, mais le lieu de production de fictions, qu'il faut désigner comme tel, si l'on veut que cette sorte de fabrique produise quelque chose, une utile réflexion politique. Avouer le théâtre, qui n'est pas la vie, ce souci est déjà présent dans « Tambours dans la nuit. »

Pour autant, Brecht n'a pas encore dépassé certaines conventions illusionnistes. « Cette pièce est encore divisée en cinq actes. Ce n'est que plus tard qu'il opéra pour la division en tableaux qui a le mérite d'éviter que nous soyons

emportés par l'illusion de la vie et qui nous permet de voir les choses pour ce qu'elles sont, objets construits, abstractions. Réalités intellectuelles, matière à réflexion donc. »

Mais nous n'en sommes pas encore là. Ce sur quoi Brecht est déjà clair, c'est sur l'idée que l'histoire dans ses contradictions n'est pas représentable. La révolution a lieu derrière la scène. Elle est irréprésentable, comme la classe ouvrière qui ne se concrétise que dans la lutte radicale. Et pour cette conviction, Brecht est encore actuel. « Contre ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière, sur la scène ou à l'écran (je pense, entre autres, à « Beau Masque » ou à « la Communion solennelle »), à ces films folkloriques et mystificateurs, il faut dire que la classe ouvrière n'est pas une agglomération d'individus prolétaires, mais une notion problématique à traiter comme telle au théâtre ou ailleurs : comment le prolétariat, nom générique de cette agglomération anonyme, peut-il trouver son identité, c'est-à-dire se réaliser en classe maîtresse de l'histoire. »

Brecht en débat

Pourquoi cette pièce de Brecht, pourquoi ne pas montrer de préférence une œuvre théoriquement plus accomplie ? Serait-ce que la controverse actuelle sur la valeur de l'héritage brechtien intimiderait ? « Il est vrai que le Brecht marxiste, celui de la maturité, fait aujourd'hui problème. Il est devenu un auteur de répertoire. Peut-être parce que de nombreux metteurs en scène, qui n'étaient pas cela, lui ont rendu un hommage douteux : le poète Brecht accable maintenant de sa renommée, égale à celle de Molière ou de Shakespeare, Brecht le militant. Peut-être que son théâtre a vécu comme ses références, le cours de l'Internationale communiste sur laquelle l'écrivain s'alignait. Peut-être que ses théories littéraires tombent en désuétude. C'est loin d'être sûr. Il faut réexaminer l'œuvre, scrupuleusement. »

Samedi 4 décembre, à 16 h, au théâtre de Gennevilliers, avenue des Grésillons, aura lieu un débat public sur l'actualité de Brecht, avec des metteurs en scène qui ont récemment monté ses œuvres.



Jolibois et Troubi

Quels rapports y a-t-il entre Pinay et le Grand Lama, entre Paul VI et Saint-Exupéry, aucun en apparence. Mais Christian Jolibois en découvre à profusion à travers ses lunettes. Drôle de rubrique-à-brac avec un Gotlib, qui sous les traits de Talal Droubi serait à la batterie. Les deux complices ont un talent contagieux. Ils l'ont découvert à Lausanne au Théâtre de la création, la troupe du metteur en scène Alain Knapp. Le premier s'exerçait sur l'écriture théâtrale, le second faisait plutôt dans l'animation musicale. « Tiens, j'suis ficelé sur

les rails » est le fruit de ce mariage de déraison. Une histoire compliquée à souhait d'un « pépé » iconoclaste dont sa délicate progéniture cherche à se débarrasser. On nage en pleine morale. Mais prenons-y garde, sous leurs apparences de détachement, notre tandem subvertit les vieilles réalités. Leur conducteur de métro, refusant l'ordre quotidien qu'on lui impose, nous emporte avec lui dans sa machine folle.

(1) à 23 h à la Vieille-Grille, 1 rue du Puits-de-l'Ermitte 75005 Paris.

Michelle Cailleux

Le risque des onewoman-shows est l'éclatement dans une myriade de personnages. Michelle Cailleux ne l'évite pas, à cause d'un texte, écrit pour elle, qui la disperse plus qu'il ne la sert. C'est un peu dommage. Elle gagnerait à resserrer ses effets et laisser s'épanouir son tempérament sur des thèmes qui la concernent plus particulièrement.

Vieux débat sur la tutelle d'un texte à l'égard de celui(celle) qui l'interprète. Pour le reste, elle a une conviction et une passion pour ce qu'elle joue qui ne souffrent aucun doute. A la Vieille-Grille aussi à 22 h.

Ne poussez pas le mammifère

Héros national ? C'est beaucoup mieux payé ! D'accord ! Allô ! Ah ! il s'agit du sort de la France. Vous me prenez par mon point faible, cher ami ! Voilà le ton du soliloque de Jean-François Derec qui sévit au Café d'Edgar. Vous êtes averti. A 23 h au Café d'Edgar, 58 bd Edgar-Quinet 75014 Paris, et toujours à 20 h 15, Douby, et à 21 h 45 : Popeck.

Radio-France : écoutez la déférence

● Un journaliste de France-Inter assigne la direction en référé aujourd'hui

A Radio-France, on n'est pas regardant sur les moyens, ni avare de promesses non tenues. Spécialement lorsqu'il s'agit de journalistes que l'on sait n'avoir pas effectué le « bon choix ». Entendez pas là, des journalistes qui entendent faire correctement leur métier, sans se transformer à longueur d'antenne en chantres de la majorité. A moins qu'il ne s'agisse de journalistes qui sont aussi des militants syndicaux. Michel Lemerle est l'un et l'autre. Ce qui vaut à son syndicat, le Syndicat national des journalistes (SNJ autonome), d'assigner aujourd'hui au Palais de justice de Paris, la direction de Radio-France en référé. But : obtenir la réintégration de Lemerle au service politique de France-Inter.

Entre mai 1975 et septembre 1977, Michel Lemerle exerce de lourdes responsabilités syndicales. Il est successivement président du SNJ, puis président de l'Union nationale des syndicats de journalistes, l'organisme qui regroupe les quatre syndicats de journalistes les plus représentatifs de la profession.

Il lui est alors difficile de demeurer membre du service politique de France-Inter, ces mandats syndicaux rendant difficile le respect des servitudes quotidiennes propres à un service d'informations. En septembre 1975, un accord intervient donc avec la direction de Radio-France : à condition d'être réintégré dans son service d'origine, Lemerle accepte sa mutation à France-Culture pour la durée de

ses responsabilités syndicales. Ce que Michel Péricard, alors directeur de l'information à Radio-France, par ailleurs conseiller municipal RPR, précise dans une lettre adressée au journaliste qui se termine par ces mots : « Bien entendu, si votre disponibilité personnelle devenait plus grande, pour une raison ou pour une autre, votre retour au service politique ne présenterait aucune difficulté. »

Une phrase on ne peut plus claire. Pas assez pourtant, semble-t-il. Car, quand Lemerle exprime le désir, à la fin de l'été 1977, de revenir au service politique, la direction lui fait répondre que ce n'est plus possible. Elle mettra un mois à trouver une explication : « Les structures et les missions de la direction de l'information ont évolué. » (1)

Voilà pour le motif officiel. Nul n'est dupe et la même direction ne s'en cache pas dans les couloirs : en haut lieu, c'est tout particulièrement du fait de la campagne électorale qu'on ne souhaite pas voir Lemerle revenir au service politique de France-Inter.

De multiples motions et télégrammes, émanant de rédactions représentant toutes les régions de presse et toutes les régions de France n'ont pas entamé le refus de Radio-France d'honorer sa promesse. Les auditeurs de France-Inter ne savent toujours rien, bien entendu, dans ce cas flagrant de répression syndicale qui dure depuis plusieurs mois. « Radio-France, écoutez la déférence » proclame la station à longueur de journée. C'est « Ecoutez la déférence » qu'il faut entendre. Nuance.

La nuit des tambours

A la fin du mois d'octobre 1918, la situation militaire sur le front occidental est désespérée pour l'Allemagne. L'agitation ouvrière s'étend, la révolte gronde dans l'armée ; une maladresse de l'état-major met le feu aux poudres. Les marins forment les premiers conseils de la révolution allemande.

Le 9 novembre, Berlin est en insurrection. L'Empire tombe, la social-démocratie prend le relèvement. Incarnée par le chancelier Ebert dont on connaît le propos : « Je hais la révolution comme un péché. »

Mi-décembre, se tient le Congrès des conseils ouvriers qui est l'occasion d'une bataille décisive : la perspective ouverte est-elle celle de la consolidation et de l'approfondissement de la révolution par la mise en place d'un véritable pouvoir des conseils, ou bien celle de la convocation d'une Assemblée constituante comme le veulent les socio-démocrates majoritaires ?

Les réformistes emportent cette bataille. Premier coup d'arrêt à la révolution allemande.

Dans la nuit du 5 janvier, les spartakistes et la foule insurgée s'emparent du quartier des journaux à Berlin. Le déroulement de cette insurrection forme la toile de fond de « Tambours dans la nuit ».

Quelques jours plus tard, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés par la soldatesque après une campagne d'excitation à laquelle la presse social-démocrate prend plus que sa part.

Début d'une histoire allemande qui se poursuit à Stammheim, aujourd'hui.

Alain Brossat

Les crocs-en-jambe du Cirque Alfred

Nous avons fait récemment état, à propos de la thématique du clown, de ces surprenants comédiens qui existent dans les pays de l'Est (cf. « Rouge » du 27/12/1977) et qu'en Europe l'on connaît mal. Le Théâtre national de l'Est parisien nous offre ces jours-ci l'occasion d'en découvrir. Il s'agit de l'équipe du cirque Alfred et plus précisément de Boris Hybner, Boleslav Polivka et Jan Unger, originaires de Prague. Ils débütent sur un ballet d'automates et terminent sur une fanfare bien dans la tradition française, petit clin d'œil aux frères Fratellini qui ont aidé Ctibor Turba à monter ce spectacle.

Pour le reste, il est difficile de ne pas reconnaître cette forme d'humour biaisant, ce mode de dérision très tchécoslovaque. Un clown qui veut écrire sur sa machine à écrire. Deux gens de scène (gens d'ordre ?), le visage neutre, qui lui raflent son papier. Comment ne pas y voir la situation faite aux écrivains de ce pays ? Et ce papier qui envahit la scène, tout à tour papeterie (bureaucratie ?) ou liberté d'expression ?

On pourrait multiplier les exemples sur la permanence d'un tel thème. Peut-on apprivoiser, emprisonner, un son, un faisceau de lumière, une idée ? Il est clair que nos trois

comédiens répondent par la négative, bousculant allégrement les barrières mises à leur imagination. Ce qui frappe par ailleurs dans cette volonté iconoclaste c'est qu'ils parlent sans cesse de la quotidienneté des gens. On pense au brave soldat Sveik et à tous ces poèmes publiés depuis la fin du printemps de Prague. Un regard tragique sur le monde. Le rire plus fort que les tanks.

Frank Tenaille

● Jusqu'au 29 janvier au TEP (17 rue Malte-Brun 75020 Paris). Les 26 et 27 une séance spéciale : « Am et Ea » (avec Polivka et Blahova).

télévision

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.45 Restez donc avec nous
- 18.00 A la bonne heure
- 18.25 Pour les jeunes
- 18.55 L'accusée (feuilleton)
- 19.15 Une minute pour les femmes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Les grandes énigmes : la France avant les Gaulois
Une série de quatre émissions. Ce soir, il y a six mille ans, à l'âge de la pierre polie...
- 21.25 Les magiciens du futur
Un film TV à prétention documentaire sur les découvertes scientifiques. Ni didactique ni fiction, platitude et ennui.
- 22.25 Le livre du mois
- 23.40 Journal

A 2

- 14.00 Aujourd'hui madame
- 15.00 Les folies Offenbach (rediffusion)

- 16.00 Aujourd'hui magazine
Autopsie d'un fait divers : l'affaire Conti en Ardèche.
- 17.55 Fenêtre sur
Recherches préhistoriques en Palestine.
- 18.25 Dorothea et ses amis
- 18.40 C'est la vie
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les six jours d'Antenne 2
- 20.00 Journal
- 20.35 Les dossiers de l'écran : Piaf, un film de Guy Casaril
Un (très) mauvais film. Même la voix de Piaf est doublée...
- 23.30 Journal

FR 3

- 18.00 Emissions régionales
- 18.35 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.40 Tribune libre : la CGT
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 La charge de la huitième brigade, un film américain de Raoul Walsh (1974)
Le dernier film de Walsh.

Nous poursuivons aujourd'hui notre reportage sur l'Egypte après la rencontre Sadate-Begin. Après avoir évoqué, hier, la situation sociale de l'Egypte au moment de l'initiative de Sadate, nous entamons aujourd'hui la publication d'articles sur l'Etat du mouvement ouvrier égyptien et la situation de l'opposition de gauche à Sadate.

L'opposition ouvrière au raïs

Rencontrer des militants de la gauche égyptienne n'est pas une tâche facile. Si il est plus facile aujourd'hui que sous Nasser d'avoir des discussions politiques dans les salons cairotés, il ne faudrait surtout pas s'imaginer pour autant que la « libéralisation » du régime se traduise par des garanties légales d'expression démocratique. Le Parti communiste égyptien est toujours interdit, et les quelques groupes marxistes qui existent ici interviennent dans des conditions que, par euphémisme, nous dirons pénibles. La seule opposition légale et tolérée est le parti Tagamo', ce qui littéralement veut dire le rassemblement.

Un prolétariat faible mais très concentré

Pour comprendre ces conditions « pénibles » d'existence qui sont le lot de tout courant d'opposition en Egypte, une anecdote peut suffire. Nous cherchions le siège du Tagamo', proche de la place Tala'at Harb, dans le centre du Caire. Comme les indications qui nous avaient été fournies étaient plus que lacunaires, il nous fallut bien nous renseigner auprès du premier venu. A notre question, il répondit : « Mais le Tagamo', ce n'est pas égyptien, c'est communiste ! » Pauvre Tagamo' ! En fait, ce parti que dirige Khaled Mohiedine n'a que peu à voir avec le communisme. Si il est vrai qu'il comporte dans ses rangs une minorité « marxiste » il est avant tout composé de nassériens de gauche dont on ne saurait dire qu'ils représentent une alternative révolutionnaire au régime Sadate. Le Tagamo' est un parti hétéroclite dans lequel cohabitent des tendances qui n'ont en commun que la nostalgie de l'époque où Nasser pouvait (avec l'aval de l'URSS et du PCE) passer pour un anti-impérialiste conséquent. Cet attachement à un nassérisme, d'autant plus facilement idéalisé par l'accélération du virage à droite que représente l'initiative Sadate, se marque aussi bien par les portraits et les bustes de l'ancien raïs qui ornent le local du parti, que dans le refus de reconnaître que le régime de Nasser a profondément dépolitisé le peuple égyptien.

Le soulèvement des ouvriers du textile

Il n'en reste pas moins que ce parti, aussi réfor-

miste soit-il, jouit d'une implantation syndicale qui n'est pas négligeable et se trouve en butte à la répression. Le prolétariat égyptien est relativement faible numériquement. Il y a, en Egypte, environ 760 000 ouvriers (chiffres de 1975) et l'absence de développement industriel conduit la main-d'œuvre qualifiée à émigrer vers les autres pays arabes. Emigration qui est principalement dirigée vers l'Arabie Saoudite et les Etats pétroliers du golfe où les salaires sont incomparablement supérieurs à ceux qu'un travailleur peut espérer en Egypte. Pour avoir une idée de cette hémorragie, il suffit de savoir qu'il y a environ un million d'Egyptiens qui travaillent à l'étranger. Mais, en même temps, le prolétariat est très concentré, principalement dans les complexes industriels du delta, et plus précisément encore à Helouan, dans la banlieue du Caire. De plus, ce prolétariat possède des traditions de lutte que l'on ne rencontre dans aucun autre pays arabe.

Le Tagamo' : seule opposition tolérée

Seuls les Palestiniens, avant la colonisation sioniste, pouvaient rivaliser, en matière de combativité et de traditions d'auto-organisation, avec lui. Ce haut niveau d'activité politique et syndicale s'est traduit ces dernières années par des grèves avec occupation des locaux (contre les blocages des salaires à Helouan, en décembre 1974), des séquestrations de directeurs, des émeutes de rue enfin. Si les journées de janvier 1977 sont relativement bien connues, on ignore en revanche le plus souvent le soulèvement des ouvriers d'Al Mahalla El Kobra, en mars 1975. Pendant une nuit et une journée, 27 000 ouvriers du textile affrontèrent 6 000 soldats de la force anti-émeute pour protester contre les mesures du gouvernement Hegazi contre leur niveau de vie. Ici, comme en janvier 1977, le bilan des émeutes fut lourd : 50 ouvriers furent abattus, 200 blessés. En dépit de cette boucherie, les travailleurs égyptiens remettaient cela deux ans après, faisant vaciller, les 18 et 19 janvier 1977, le pouvoir de Sadate. Il est bien évident que l'initiative Sadate a aussi comme objectif, sinon d'étouffer la contestation ouvrière, du moins offrir un répit à la bourgeoisie égyptienne. La presse du Caire utilise un argument massif : la paix permettra de déga-



Les émeutes de janvier (UPI).

LES EMEUTES DE JANVIER

Le 18 janvier 1977, les ouvriers d'Helouan, complexe industriel de la banlieue du Caire, se mettent spontanément en grève afin de riposter à la montée des prix qui précipite la dégradation de leurs conditions de vie. Ils se rendent au Caire et dirigent des manifestations auxquelles participent les étudiants ainsi qu'un nombre massif d'enfants de moins de quinze ans. Ces manifestations vont se transformer en une véritable insurrection prolétarienne qui, deux jours durant, opposera les travailleurs et leurs alliés aux forces de police puis à l'armée. C'est que très vite la police sera, selon le terme utilisé par Sadate, « épuisée ». C'est l'armée qui prendra la relève, faisant 135 morts, dont 41 enfants de moins de quinze ans. La foule en colère s'en prendra à tout ce qui, de près ou de loin, représente le pouvoir de l'establishment égyptien. Les sièges des partis politiques sont mis à sac, ainsi que les locaux des trois journaux à grand tirage qui exercent le monopole idéologique en Egypte. Enfin, ce sont les night-clubs situés sur la

route des pyramides, symbole du luxe insolent de la bourgeoisie égyptienne, qui flambent. L'émeute s'étend aux villes de province, des postes de police et les préfectures sont attaquées.

Les émeutes de janvier, faute d'une politique effective, butent sur la répression. Sadate fait arrêter des militants d'extrême gauche, principalement des membres du Parti ouvrier communiste et dénonce un prétendu complot « marxiste ». Hypothèse qui n'a comme objectif que de rassurer la bourgeoisie égyptienne surprise par le degré d'auto-organisation et de violence révolutionnaire atteint par le prolétariat égyptien.

Les conséquences des émeutes de janvier sont multiples. Nul doute que la tentative de paix avec Israël participe de ces conséquences. En focalisant l'attention sur le grand show des pourparlers, la bourgeoisie égyptienne espère détourner l'attention des masses et trouver un second souffle.

Un entretien avec Lotfi el Kholi

Lotfi El Kholi est journaliste à « AlAhram », le plus important journal égyptien. Son appartenance au parti de gauche légal « Tagamo' » lui a valu d'être placé au « congélateur », selon l'expression d'une journaliste égyptienne. C'est-à-dire qu'il ne peut pas exprimer en Egypte son opposition au gouvernement Sadate. Lotfi publiait une revue d'analyse économique et politique aujourd'hui interdite et dont la disparition occulte la seule source sérieuse d'informations sur l'Egypte, la revue « Al Tali'a ».



Lotfi El Kholi.

• Que pensez-vous de l'initiative Sadate ?

— Notre parti, le Tagamo', est contre. A deux reprises il

a demandé à Sadate de ne pas aller à Jérusalem. Et la rencontre d'Ismailia nous a confirmés dans notre attitude d'opposition. Nous ne sommes pas contre le fait d'engager des contacts avec Israël, mais à condition que de tels contacts prennent en compte les principes propres aux mouvements de libération dans le monde. Par exemple, lorsque le FLN algérien a négocié à Evian, toutes les forces du peuple algérien étaient unies, et un important maquis existait qui combattait par les armes. De même les Vietnamiens ont négocié à Paris sur la base d'un rapport de forces, favorable. Au contraire les actuelles négociations isolent l'Egypte au sein du monde arabe, et il n'y a pas de lutte armée. Sadate est seul et il a une marge de manœuvre très limitée. Dans ces conditions, les pourparlers ne peuvent objectivement aboutir.

• Ces reproches sont ceux que font les membres du front du refus. Avez-vous une convergence de vue avec eux ?

— Il y a trois groupes au sein du monde arabe à présent. Le premier comprend l'Egypte, soutenue par le Maroc, le Soudan et Hussein de Jordanie. Le second est composé par les états pétro-

liers autour de l'Arabie saoudite. Enfin il y a les pays progressistes. Ces pays ne forment pas un front du refus traditionnel, en ce qu'ils avancent des solutions positives. Ces derniers temps ils ont précisé leur ligne, ce qui constitue un progrès, encore insuffisant il est vrai. Ces pays ont compris que la question palestinienne est un problème qui concerne tout le peuple arabe, qu'elle est une clef pour l'indépendance de tous les pays arabes. Pour nous c'est la cause palestinienne qui est essentielle.

• Comment expliquer le peu d'opposition à Sadate en Egypte même ?

— Essentiellement du fait que le gouvernement présente la paix comme le moyen de résoudre tous les problèmes économiques. Par la répression qui nous touche aussi. Enfin, le peuple égyptien n'est ni chauvin, ni antisémite, il veut une paix juste. Le problème est que la paix en cours, c'est la paix sioniste. Une fois passé les illusions, de notre capacité à offrir une alternative, naîtra une opposition. De toute façon, l'initiative Sadate ne peut aboutir.

Le Caire 2/1/1978.
Propos recueillis par :
Sanaa Lotfi
et Andréas Dugrandin.